

Les MÉDIAS et Israël du Salon du Livre au soixantième anniversaire

Anne Lifshitz-Krams

Chargée de recherches au CNRS, auteur,
entre autres, de *La naturalisation des
Juifs en France au XIX^e siècle. Le choix de
l'intégration*. Paris, CNRS Editions, 2002.

2

9 novembre 2007 : 60 ans depuis le
vote à l'ONU du plan de partage de la

Palestine. 15 mai 2008 : anniversaire de la proclamation d'indépendance d'Israël par Ben Gourion. Entre ces deux dates, le 14 mars, le Syndicat national de l'édition a ouvert pour 5 jours l'édition 2008 du Salon du Livre, avec pour invité d'honneur Israël, et plus particulièrement la littérature en langue hébraïque. Marronnier d'automne ou marronnier de printemps, autant d'occasions, pouvait-on craindre, de lire les habituelles « critique d'Israël ». Mais si tous les médias (quotidiens, hebdomadaires, mensuels, audio-visuels) sont au rendez-vous, que ce soit en novembre ou en mai et/ou en mars (parfois les trois¹) – même *Femme Actuelle* souffle « 60 bougies pour Israël » en proposant quelques clichés touristiques – la surprise est plutôt bonne. Est-ce parce que dans un article d'une demi ou d'un quart de page on va à l'essentiel alors qu'un dossier de 20 à 80 pages permet de prendre le temps l'analyse ? Si on exclut le dossier du 14 mai de *l'Humanité* – annoncé une semaine plus tôt par un article de Pierre Barbancey qui en donne le ton² – qui tient plus du tract antisioniste que du journalisme, ou celui du *Monde Diplomatique* de mai 2008³ qui ne traite l'événement qu'à travers une revue de livres, l'ensemble en tout cas donne une image bien plus tempérée d'Israël – de sa création à aujourd'hui – que celle à laquelle

nous avait habituée la lecture quotidienne des journaux. On nous propose finalement une image d'Israël en demi-teintes qui n'est pas réduite à ses chars. Ce qui n'exclut pas que – manque d'imagination ou routine du « marronnier » – si les dossiers sont nombreux, s'ils varient par leurs dimensions, les stéréotypes ne nous sont guère épargnés. Les thèmes traités sont peu variés d'un média à l'autre et on retrouve bien souvent les mêmes personnalités répétant les mêmes phrases à de multiples reprises. Il « faut » parler de *l'Exodus*, il « faut » parler des nouveaux immigrants russes ou éthiopiens, il « faut » parler du kibboutz, il « faut » parler des religieux, il « faut » parler des Arabes... surtout, équilibre oblige, il faut « compenser » une image qui pourrait être jugée par certains grincheux trop positive en intercalant ici ou là un article sur les territoires. Et bien sûr, il « faut » s'interroger sur la démocratie dans un Etat défini comme juif et sur les solutions à un ou deux Etats.

Tel magazine donnera peut-être un peu plus la parole à une certaine orientation politique. Tel autre s'intéressera davantage à un thème qu'à un autre, petites différences qui marqueront la spécificité d'un discours. Malgré ou peut-être à cause de l'uniformité, il n'est pas facile de rendre compte de centaines de pages de documents. Même en étant aussi exhaustif que possible sur les thèmes retenus et les médias dépouillés, il a fallu faire des choix, des regroupements et une hiérarchisation qui pourraient paraître abusifs. J'ai ainsi préféré traiter à part et en premier ce qui concerne le Salon du livre afin d'épuiser les « questions qui fâchent » avant d'en venir aux thèmes des dossiers sur l'Etat sexagénaire. En effet, appels au boycott oblige, si les dossiers « anniversaire » sont mesurés, ce n'est pas toujours le cas à ce moment-là. J'ai ensuite abordé les thèmes traités dans un ordre « chronologique » : les Juifs, le sionisme, Israël passé, Israël présent, Israël avenir et dans un souci de montrer à la fois les différences ou similitudes de traitement de chaque thème par les différents médias et les différentes opinions qui ont pu être répercutées.

Littérature sous haute surveillance.

Refus de l'existence d'Israël pour Amos Oz⁴. *Autodafé* ! C'est le terme employé par Shimon Peres. Il s'agit de fustiger le boycott du Salon du livre lancé par les pays arabes et quelques organisations pro-palestiniennes à partir – comme c'est souvent le cas – d'une idée émise par quelques écrivains israéliens d'extrême gauche. Les organisateurs auront beau clamer haut et fort que le Salon du livre est, et doit rester, un événement strictement culturel, impossible d'évoquer le nom d'Israël sans que le conflit occulte tout autre débat.

Face à ces appels, les titres de la presse vont du « Boycott de la honte » (*La Charente Libre*, 13 mars 2008) à « L'apartheid à l'honneur » (*Journal de l'île de la*

Réunion, 11 mars 2008), mais dans leur majorité les rédactions se déclarent opposées au boycott. Comme c'est souvent le cas, les arguments (pour ou contre) donnent lieu à quelques perles – fautes historiques ou lapsus « révélateurs ». Au palmarès de ces perles, on peut attribuer le premier prix *ex-æquo* à ce commentaire de Patrick Saint-Paul dans le *Figaro* du 29 février : « Ils [les écrivains israéliens] sont les meilleurs avocats au service de la création d'un Etat palestinien en Israël » et à cette phrase relevée au milieu du cri de colère de l'écrivain palestinienne Susan Abulhawa : « *Savent-ils que Jésus était palestinien ?* ».

« *Il faut distinguer les écrivains et l'Etat* » ou « *il faut faire la différence entre le peuple et l'Etat* ». Lapsus mis à part, c'est le motif fourni par Patrick Saint Paul pour rejeter le boycott. C'est aussi sous une forme ou sous une autre celui qu'on lit le plus souvent, y compris chez Alain Nicolas dans *l'Humanité* du 13 mars :

« Faut-il accepter la présence des écrivains israéliens au Salon du Livre ? A en croire les partisans du boycott, la réponse négative est évidente. L'invitation adressée par la France cautionnerait, de fait, la politique du gouvernement Olmert⁶ qui a récemment fait plus de 100 morts à Gaza et qui vient de décider l'implantation de nouvelles colonies à Jérusalem Est. Faut-il pour autant condamner au silence des auteurs parmi lesquels se trouvent des voix qui se sont élevées haut et fort et en prenant des risques pour dénoncer l'escalade de la répression et la recherche de la paix. (...) Ce serait un comble d'exclure précisément les lettres israéliennes qui sont peut-être parmi les plus impliquées au monde ». Pourquoi seulement Israël ? s'indigne en outre Belinda Canone pour *Libération* : « Je ne crois pas que quiconque imagine que la Russie est amie des droits de l'homme ou de la démocratie. Personne pourtant n'avait suggéré de boycotter le salon du livre quand elle en a été l'invité d'honneur en 2005. Parce qu'on sait bien que les écrivains sont généralement du côté, disons, du progrès, qu'ils en sont souvent les artisans intellectuels. (...) Sans compter que contrairement à la Russie ou à la Chine⁷, Israël est une démocratie où on peut entendre par exemple les citoyens protester contre la politique de leurs dirigeants (...). Ceux qui soutiennent cet appel montrent qu'ils ne comprennent absolument pas ce qu'est la littérature. Grande est mon inquiétude et vive ma tristesse devant ce qui ne peut s'interpréter que comme la volonté d'éradication d'un pays. ».

Même étonnement exprimé par François Dufay de *l'Express*, qui rappelle que « de la Russie à l'Inde⁸, ont déjà défilé porte de Versailles des écrivains originaires d'Etats engagés dans des conflits sans que cela provoque psychodrame et politique de la chaise vide », ou par Dominique Quinio dans *La Croix* du 12 mars : « Pourtant, pas plus que pour la Russie ou la Chine en leur temps invitées, il n'est question ici de promouvoir les nations ou leurs responsables politiques »

Luc Chatel, renchérit dans *Témoignage Chrétien* daté du 13 mars. Il trouve le boycott « déplacé » et formule un souhait : « Que l’Égypte, le Liban et le Yémen organisent un salon du livre où seraient invités des auteurs israéliens. D’ici là, leur soif de justice les poussera-t-elle à condamner les meurtres d’adolescents juifs dans une école talmudique de Jérusalem, et les manifestations de joie qui ont suivi dans les territoires palestiniens ? ».

A signaler dans un autre genre le très courageux article de l’écrivain algérien Boualem Sansal (*Figaro* – 13/03/08) qui se demande si ce boycott n’est pas « une façon de dissuader les écrivains arabes de se rendre à Paris et de débattre avec leurs homologues israéliens sur ce qu’il convient de faire pour la paix et son corollaire : la démocratie ».

Sans pour autant s’associer au boycott, plusieurs voix – y compris les plus modérés – regrettent que l’invitation se soit limitée aux écrivains de langue hébraïque, soulignant qu’en Israël il y a une riche littérature dans d’autres langues (en particulier yiddish, russe, arabe). S’engouffrant dans la polémique, d’autres bien moins modérées utilisent l’argument pour dénoncer « le monopole accordé à une seule version de l’histoire contemporaine et l’oubli que la Palestine fête, elle, ses soixante ans de “*Naqba*” » (*La Quinzaine littéraire* – 16-31 mars 2008). Tariq Ramadan appelle au boycott et dénonce « l’absence d’invitation aux auteurs israéliens arabes chrétiens ou musulmans » (*Le Monde* – 29 février) et *Libération* sous-titre le même jour le *portrait* de Sari Nusseibeh par Annette Levy-Willard : « Le Salon du livre consacré à Israël lui ferme ses portes ».

On a découvert plus haut la colère de Susan Abulhawa ou la « logique » d’un Tariq Ramadan. D’autres expliquent qu’ils préfèrent venir pour organiser la contestation. Ainsi un écrivain égyptien, largement relayé par les dépêches AFP et par la presse affirme qu’il bravera le boycott décrété dans son pays, mais sera là pour « distribuer des photos d’enfants libanais et palestiniens victimes de l’armée israélienne »⁹.

Plusieurs insistent sur la nécessité d’un « équilibre » :

L’éditorialiste de la *Quinzaine littéraire* cite un article de l’écrivain britannique d’origine pakistanaise Tariq Ali paru dans *Counter Punch* du 14 février et se demande « Pourquoi ne pas avoir saisi l’occasion pour un véritable débat en conviant un nombre égal d’écrivains de ces deux pays en litige. (...) Force est de constater que rares sont les éditeurs à avoir pris le risque du dialogue ».

De son côté, Roland Dumas dans *France-Soir* du 18 mars consacre sa chronique à la visite de Shimon Perez en France et au Salon. Selon lui, la politique de la France entre Israël et les Palestiniens « était unanimement reconnue comme *équilibrée* » avant Sarkozy. Il affirme « La Palestine compte elle aussi dans

sa population des écrivains de grand talent et en tout cas aussi intéressants que ceux qui viennent peupler le Salon du livre à Paris. Pourquoi ne pas les inviter à leur tour dans un souci d'équilibre et de respect des formes ? Le président du gouvernement provisoire serait invité à cette occasion et pourrait se déplacer. Cela rétablirait l'équilibre une fois pour toutes et cela donnerait un coup de fouet aux négociations de paix qui sont en perpétuel recul. »

En quoi établir une concurrence entre les écrivains de pays ennemis aiderait-il à établir la paix ? C'est à peu près ce que dit l'éditeur Dov Alfon¹⁰ quand il répondait déjà à cette polémique en décembre 2007 : « Cela illustre bien le niveau de ridicule qu'ont atteint ces histoires d'équilibre entre Israéliens et Palestiniens : quand va-t-on cesser de nous demander aux uns et aux autres de sortir accompagnés ? ».

Alain Nicolas en tout cas dans *l'Humanité* du 17 mars se réjouit que le débat politique ait eu lieu : « Sur les stands et les espaces de débat l'atmosphère était plus sereine, même si les sujets qui fâchent n'étaient pas éludés. Il faut dire que les écrivains israéliens n'ont pas fait profil bas et ont donné à des événements habituellement formels un contenu politique fort. (...) Au fil des premières journées du Salon, ces voix se font entendre, avec leur diversité, pour la paix. Il eut été dommage qu'on les fasse taire ».

Alors que l'éditorialiste de la *Quinzaine littéraire* n'a pas vu le même Salon, ou du moins n'a pas eu son compte de débats : « L'unique controverse que le Forum de ce Salon du livre propose sur les enjeux israélo-palestiniens. Elle fera se confronter Régis Debray et Théo Klein sous l'arbitrage d'Alexandre [Alexis ?] Lacroix et autour du thème « Israël-Palestine : Métaphysique d'un conflit » (le 14/03 de 11 h à 12 h). Le débat le plus approfondi sur la question aura toutefois lieu en marge de ce Salon du livre. Organisé par la Médiathèque Marguerite Yourcenar, il oppose le 17 mars à 19 h Esther Benbassa, titulaire de la chaire d'histoire du judaïsme moderne à l'EPHE à Henry Laurens, titulaire de la chaire d'histoire du monde arabe au Collège de France. Et là la question est clairement posée : « 1948 : Israël, naissance d'un Etat » (...) De même, les éd. La Fabrique, présentes sur ce Salon (stand F 35), ont préféré déporter au Reid Hall (4 rue de Chevreuse, Paris 6^e) la soirée-débat animée par Denis Sieffert (dir. De la rédaction de *Politis*). Sur « Israël/Palestine. Entre le Jourdain et la mer : Deux Etats ? Un Etat ? (...) » Le 18 aux mêmes heures, le débat que propose cet éditeur sur le Salon ne parle que de « 20 ans de nouvelle histoire : Israël face à son passé ».

Etonnant intérêt (et publicité gratuite) de la part d'une revue « littéraire » pour un « débat » ou une « controverse » transformant une manifestation culturelle en tribune politique organisé par une revue d'extrême gauche dont l'an-

tisionisme est l'un des fonds de commerce préféré. Tout aussi étonnant le « que » attribué au dernier débat listé sur la « nouvelle histoire », thème pourtant controversé en soi et forcément explosif quand il est organisé par l'éditeur des écrivains les plus viscéralement antisionistes¹¹. Mais notons à sa décharge que la même revue avait en 2005 signalé des rendez-vous – littéraires et politiques – autour de la Tchétchénie.

Au milieu de ces cris, difficile, même quand il s'agit de parler des auteurs invités, de laisser totalement de côté le conflit israélo-palestinien. Et de fait, que ce soit pour dire qu'ils en parlent ou qu'ils évitent d'en parler, le conflit est au cœur ou tout au moins présent de façon implicite dans chacune des interviews ou présentation des auteurs invités. L'écrivain israélien pour intéresser se doit d'être avant tout un témoin du conflit qui se déroule. Ainsi, l'éditorialiste de la *Quinzaine Littéraire* (encore lui) rapporte que le Centre National des Lettres « se saisit de cette volonté politique d'ainsi fêter les soixante ans de l'Etat d'Israël pour donner dans le civique. Son initiative consiste à faire venir des « élèves de la Seine St Denis » pour bénéficier des lumières des écrivains invités sur la question d'Israël. Certains d'entre eux rencontreront ainsi sur le stand de la CNL Sayed Kashua, Sami Michaël ou encore Rutu Modan. ».

Le choix des trois auteurs chargés d'apporter aux élèves leurs « lumières sur Israël » n'est pas sans intérêt. Le premier est le seul écrivain arabe israélien écrivant en hébreu invité au Salon, auteur caustique qui ne mâche pas ses mots sur ses concitoyens. Le second « lui aussi un Arabe devenu citoyen d'Israël » est en fait un juif irakien contraint de fuir l'Irak en 1947 pour cause d'activisme communiste, réfugié d'abord en Iran, puis à nouveau en Israël en 1949 mais qui n'en est pas pour autant reconnaissant au pays qui lui accorde depuis la liberté de parole qu'il accuse de « terrorisme » envers les Palestiniens. Quant au troisième, c'est une dessinatrice politique, spécialisée dans la société israélienne, ses peurs et douleurs face aux attentats aveugles. L'ouvrage présenté au Salon dédramatise le terrorisme en tournant en dérision un terroriste qui s'est auto-mutilé dans un attentat raté et tombe amoureux de l'infirmière israélienne.

Quant à la critique littéraire, la *Quinzaine* la confie à des élèves de Terminale. Les autres journaux n'échappent pas à l'interview obligatoire de Sayed Kashua, de Amos Oz ou de David Grossman. Dans ces interviews, on évoque le dernier opus, mais on parle peu de style littéraire et beaucoup de politique. Même *Elle* qui sort une plaquette spéciale Salon classe les femmes écrivain selon leur rapport à l'actualité et au passé en « rebelles », « combattantes », « amoureuses » ou « mémorialistes ».

David Grossman, figure du pacifisme israélien qui « a payé l'absurde prix du sang en perdant son fils de 20 ans le dernier jour de la guerre du Liban » est l'un des écri-

vains les plus écoutés. Figurant dans tous les dossiers sur le Salon du livre, on le retrouve encore dans ceux qui traitent du soixantième anniversaire d'Israël, par exemple dans *Le Point* avec une longue interview de Manuel Carcassonne titrée « Aidez-nous ». Cet entretien est un modèle du genre. Deux questions sur son nouveau roman, une sur la mort de son fils (« comment continuer à écrire ? Comment sauver ce livre ? Amos [Oz] m'a répondu « *c'est le livre qui te sauvera* ». Il avait raison, le cher et si intelligent Amos), et on passe à la situation politique.

Un anniversaire volontairement pacifié

L'anniversaire de la partition de la Palestine, puis de la création d'Israël, semble fournir à tous les médias l'occasion de remplir de la copie en explorant une histoire qui va des Juifs dans la diaspora à l'arrivée des migrants en Israël, puis à des images de l'Israël d'aujourd'hui. Chaque média choisit les points qu'il veut mettre en avant, tout en évitant soigneusement pour la plupart les sujets de controverse. Même si tous ne montrent pas le même enthousiasme que Maurice Lévy¹² dans le *JDD* du 26 mai, même si on y retrouve les habituels figures médiatiques et médiatisées, on peut aussi – et c'est là tout l'intérêt – y entendre d'autres voix et d'autres opinions que celles auxquelles on est habitués.

Les Juifs

Hébreux, Juifs d'autrefois, Juifs actuels... S'il était logique que le *Monde des Religions* propose en janvier-février 2008 un numéro spécial intitulé « Etre juif en France », plus insolite est le choix de *l'Express* qui propose le 20 décembre 2007 un numéro double dont 80 pages sont consacrées à « La grande histoire des Juifs » en trois parties : les Hébreux, les Juifs, Israël. Quant à *Marianne* qui ne consacre pas réellement de dossier à l'événement, il célèbre en quelque sorte l'anniversaire de la partition en proposant dans son numéro du 3 au 9 novembre de répondre à la question « le Lobby pro-Israélien existe-t-il ». Sans oublier le *Pèlerin* du 8 mai 2008 qui, quelques pages après son dossier consacré aux soixante ans d'Israël pose – sous la rubrique « questions de foi » – la question : « Les Juifs sont-ils toujours le peuple élu ».

Le peuple élu

C'est par un double entretien avec le poète israélien d'origine française Claude Vigée et avec une religieuse de l'ordre de Notre Dame de Sion¹³ que le *Pèlerin* tente de répondre à la question. Pour Sœur Dominique de la Maisonneuve, « On confond souvent élection et élitisme. (...) Le peuple élu est donc exemplaire : à travers lui, Dieu nous montre la manière dont il souhaite parler aux hommes ». Selon elle, « l'élection du Peuple juif est irrévocable » et la théologie de la « sub-

stitution » faisant des chrétiens le « nouvel Israël » est aujourd'hui condamnée par l'Église, comme elle condamne aujourd'hui le concept de « peuple déicide » et la nécessité de convertir les Juifs comme s'ils « persistaient dans l'erreur depuis 2000 ans ». Elle appelle à ne pas confondre la politique d'Israël – Etat laïc – et « la vocation propre du peuple juif ». Pour Claude Vigée, l'élection est « un devenir, un vouloir, une fidélité : le contraire d'un destin ». Les Juifs sont « 'Lumière pour les Nations' dans la mesure où ils seront capables de porter cette parole [celle de Dieu] au monde entier. Citant Hitler (« Il y a un peuple élu de trop »), il ajoute « l'élection sera vécue par beaucoup comme une concurrence ». Etre élu, dit-il, c'est « prendre la parti du vivant ».

Partir de la notion de « peuple élu », ainsi que le fait Christian Makarian quand il présente le dossier de *L'Express*, c'est opter délibérément pour la continuité « religieuse » des Hébreux à Israël, option qui évite d'aborder directement l'histoire du sionisme.

« Le 14 mai 1948, Israël proclamait fiévreusement son indépendance. Il y a 60 ans déjà, soit un fragment d'histoire dans la longue marche du peuple juif. Quatre millénaires de pérégrinations, un destin unique, une chronologie frénétique, une mutation permanente, le prix incommensurable de la fidélité, la volonté farouche de survivre à l'enfer. (...) Beaucoup avaient espéré que cette histoire, si longue, si dure, si âpre, leur accorderait enfin une pause, avec la création d'Israël. Elle n'a fait que se poursuivre en rebondissant. Comme pour confirmer l'étrange pacte passé par Dieu avec Abraham : le peuple juif désigne une destinée humaine à l'intérieur de la destinée humaine. En devenant une Nation, Israël affronte une nouvelle épreuve, celle de la normalité. (...) Les Hébreux, les Juifs, Israël... les trois cycles de la grande histoire du peuple élu. » Elie Barnavi – invité aussi dans de nombreuses autres revues – est chargé par *L'Express* d'« explorer le lien indéfectible et si singulier qui, de l'Antiquité à aujourd'hui, rattache les juifs au divin et à une terre ». L'historien remet dès la première phrase les « pendules à l'heure » : Hébreux, juifs, Israël « sont trois séquences d'une continuité idéale qui n'est pas nécessairement historique. Il y a eu des coupures, des conversions, des pertes, mais la fiction féconde qui veut que nous descendions tous des Hébreux anciens et que nous soyons tous issus de Palestine est avant tout une vérité idéologique et spirituelle ». Pour lui « Ce n'est pas seulement un peuple qui a été ostracisé par les autres, c'est aussi un peuple qui s'est ostracisé lui-même ». Après l'élection, dit-il, la mémoire de la terre promise est « un deuxième élément de continuité. (...) Il n'y aurait pas eu d'Etat d'Israël sans cette mémoire là ; conservée, fantasmée, codifiée, faite loi, mais qui a permis un jour l'avènement d'un pays séculier et laïque. De sorte que la triade originelle se compose ainsi : un peuple, un livre et une terre ».

Comme le *Pèlerin*, mais sur un mode historique et non religieux, *l'Express* interroge Gérard Israël sur le lien – et à la rupture par la théorie de la substitution – entre les chrétiens et les Juifs. A cela s'ajoute la relecture de la Bible par le Coran analysée par Geneviève Gobillot¹⁴.

2 000 ans d'histoire, une mosaïque d'identités

C'est le sous-titre du dossier du *Monde des Religions* et le titre du premier article présenté par Sylvie Anne Goldberg. Côté histoire, on doit pourtant se contenter d'un (trop ?)¹⁵ rapide tour d'horizon en trois pages allant de l'arrivée des Juifs sur le territoire de la France actuelle avant même la naissance de la Gaule jusqu'à nos jours.

l'Express qui avait bâti son dossier sur le concept de « peuple élu » opte au contraire logiquement pour un vrai parcours à travers l'histoire et les identités juives. Proposant d'abord une chronologie sur le très long terme qui débute en 2000 avant J.C. avec Abraham et s'achève en 2006 de notre ère avec la seconde guerre du Liban – que d'aucuns pourraient trouver contestable, au moins dans sa partie la plus ancienne – en passant par la naissance de Jésus (– 6), celle de Paul (+ 8), la mort de Jésus (7 avril – 14 nissan – an 30) et celle de Paul (+ 67 à Rome), la rédaction du Talmud et les lois discriminatoires de Justinien (537), l'âge d'or espagnol, les croisades, les différentes expulsions, le premier ghetto à Venise (1516) etc.

Un vaste projet qui est repris dans une succession de tableaux historiques. Une rapide histoire des Juifs séfarades par Pascal Ceaux est assortie d'un commentaire d'Esther Benbassa. Boris Thiolay dresse une chronique des Juifs ashkénazes mise en perspective par Henri Raczymov. Un zeste de folklore avec la petite communauté de convertis en Ouganda – clin d'œil en même temps à l'un des projets avortés de foyer national. Le regard porté par Jacques Attali sur le mythe du Juif Errant sert de lien à cet état de la dispersion. Le dossier n'élude ni l'émancipation des Juifs de France ni les mythes antisémites en Europe et singulièrement en France, d'abord avec les Rothschild « dont le seul nom évoque le pouvoir et l'argent », puis avec les discours antisémites de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e.

Dominique Vidal (*Témoignage Chrétien* – 8 mai 2008) réfute à l'inverse avec « le livre important » de Shlomo Sand¹⁶ la notion de « peuple juif » et toute idée de continuité sur laquelle repose selon lui le sionisme. D'autant que, toujours selon lui la présence juive en Palestine n'aurait été finalement qu'une « occupation (parmi une douzaine d'autres) »¹⁷ !

Simple querelles d'historiens ? Certainement pas. L'enjeu est à l'évidence idéologique et politique. Cette remarque de Shlomo Ben-Ami en témoigne :

« Quand Arafat n'a pas réussi à apporter la paix à son peuple, cela venait pour beaucoup de sa résistance intrinsèque à être le premier et l'unique leader arabe à reconnaître les racines historiques et religieuses du lien entre les Juifs, leur patrie millénaire et leurs lieux saints ». (*Figaro-magazine*, 10 mai 2008). La recherche archéologique¹⁸ – ou l'empêcher pour les Palestiniens – devient dans ce débat l'arme favorite d'une guerre idéologique.

Comment s'étonner alors que Catherine Golliou du *Point* termine son article consacré à la « Terre promise » par une allusion définitive à l'ouvrage qui « fait scandale » d'Israël Finkelstein¹⁹, ouvrage qui selon elle « remet en cause la chronologie de l'histoire de la Palestine²⁰ (...) se fondant sur les dernières fouilles archéologiques, il ramène les textes à leur réalité mythique ». Le *Figaro-magazine* refuse au contraire de prendre parti dans le débat mais consacre 4 pages de son numéro « spécial Israël » à « l'autre guerre des pierres ». Cet article est ainsi présenté : « Sous terre, un véritable combat se joue entre Israéliens et Palestiniens, où s'opposent l'archéologie, la religion et la politique. Un affrontement où le passé se conjugue au présent pour savoir qui a occupé en premier Jérusalem, la ville trois fois sainte ». On y apprend que pour pouvoir entreprendre des fouilles à Jérusalem, David Beerli, a créé une fondation (Elad) qui rachète des maisons et des terrains aux Palestiniens afin que les archéologues puissent y accéder. Ce sont ces archéologues qui ont identifié – au grand plaisir de l'église – le chemin probablement suivi par le christ de Siloé au Mont du Temple, mais aussi des palais anciens. Au point, nous dit Jean Marie Hosatte, que « Yasser Arafat avait décidé que tout musulman qui accepterait de vendre une maison ou un terrain aux représentants de Elad serait exécuté sans jugement » et qu'un médecin palestinien, membre de Médecins sans frontières (l'un des rares habitants de Gaza à pouvoir passer les postes de contrôle de l'armée) avait été recruté par le FPLP pour l'assassiner en même temps qu'Olmert et Avigdor Lieberman²¹. Sans compter les affirmations palestiniennes que ces fouilles mettraient en danger les murs de leurs maisons et les manifestations de l'extrême gauche israéliennes dénonçant la « mise en danger de vies palestiniennes ». D'autant que de nombreux Palestiniens « sont convaincus que les fouilles archéologiques de Ir David ne sont qu'un prétexte pour creuser sous l'esplanade des Mosquées et en saper les fondations. Dans certaines écoles palestiniennes, on apprend aux enfants que le but véritable du sionisme est de détruire Al-Aqsa et le dôme du Rocher pour construire le troisième Temple à leur place ».

Les Juifs dans la République

Le dossier du *Monde des Religions* opte pour une vision dichotomique où antisémitisme – réel autrefois, plutôt de l'ordre du fantasme (ou d'une vague inquiétude) aujourd'hui – et communautarisme se répondent.

D'un côté Michel Winock dresse le tableau de l'antijudaïsme ancien à l'antisémitisme moderne. Evoquant la période récente, il conclut : « Pourtant, depuis l'an 2000, le spectre d'un nouvel antisémitisme hante le pays. Les actes antijuifs contre les personnes, les écoles, les synagogues se multiplient, en écho, semble-t-il au drame du conflit israélo-palestinien, au moment de la seconde Intifada. (...) Au delà des affrontements communautaires [sic], y aurait-il une recrudescence du vieil antisémitisme, resté latent, et désormais débridé, notamment sous l'effet de l'antisionisme ? Les enquêtes d'opinion attesteraient le contraire : que le vieil antisémitisme n'a cessé de régresser depuis un demi-siècle. Il n'empêche, une inquiétude nouvelle est née, après les années où les Juifs pouvaient se rappeler le vieux proverbe yiddish : « Heureux comme Dieu en France ».

De l'autre Régine Azria nous parle de « 1970 : le tournant communautaire ». S'agit-il se demande-t-elle d'un « simple effet de langage propre à modifier le regard porté sur les Juifs ou d'une transformation véritable du paysage juif français ? », s'inquiétant du fait que les Juifs pourraient ne plus être vus comme « sujets autonomes », mais en tant que « membres d'une communauté ».

Pour terminer sur un chapitre « Etre Juifs en France en 2008 » rédigé par Macha Fogel, qui, à part quelques lieux communs sur la droitisation d'une communauté qui serait avant tout remplie de contradictions, s'axe sur les rapports entre communautés, où on lit cette phrase étonnante attribuée à Michel Serfaty, fondateur des Amitiés judeo-musulmanes : « *les textes d'exégèse de la Bible recèlent un certain nombre de commentaires très sévères envers les descendants d'Ismaël (les musulmans). Et ce racisme des textes a pu se transmettre aux personnes peu soucieuses d'y appliquer une critique* »²², en commentaire à l'aveu d'un libraire de Strasbourg : « On s'entend bien avec l'épicier arabe du coin, mais quand on croise des groupes de jeunes Maghrébins dans le centre-ville, on reste très méfiants ». Mais nous dit l'auteur, « la bataille des communautés n'a finalement pas eu lieu ».

L'Express, explore une autre dichotomie de l'après holocauste, entre retour identitaire et lien national. Il s'attarde avec Blandine Milcent sur la renaissance de la communauté allemande, ou de celle de Pologne avec Delphine Saubaber et Bernard Przewozny, et rappelle l'affaire des enfants Finaly, volés et convertis au catholicisme par l'Eglise catholique et qui, récupérés presque 10 ans plus tard par leur famille ont migré en Israël. Il s'intéresse finalement aux deux plus grandes communautés juives actuelles en dehors d'Israël : la communauté française et celle des USA. Sur la communauté française, deux aspects assez peu connus permettent d'aborder à la fois le renouveau de religiosité dans la communauté, le retour identitaire (en particulier par le choix de la scolarisation des enfants) « par peur de l'assimilation » et les relations de la communauté juive de France avec la République et avec Israël. D'un côté comment les actes antisémites ont fait fuir les Juifs de quar-

tiers de banlieue ou de Paris qu'ils avaient traditionnellement investi (Sarcelle ou le XX^e) pour aller créer une nouvelle « Terre Promise » dans le XVII^e arrondissement où d'installe progressivement une sorte de nouveau ghetto avec ses commerces, ses écoles, ses restaurants, ses centres communautaires dont les voisins sont « assommés par l'effet de masse ». D'autre part, l'« histoire compliquée » des relations entre la communauté juive et l'Elysée sur fond de relations israélo-françaises et de perte de confiance des Juifs en la protection de la République.

Alexis Lacroix, dans *Marianne* s'intéresse à la même question. Il note que ces dernières années, « de nombreux citoyens juifs français ont mal à la France » et que depuis 2000 « La confiance s'est lézardée. Les Juifs de France, en vérité ne se sont plus sentis à l'abri d'un abandon massif et radical ». Selon lui, « à la droitisation désespérée d'une fraction de la communauté, qui diffuse le poison d'une insidieuse « dénationalisation » des Juifs de France, répond un matraquage antijuif d'autant plus pervers qu'il est plus indirect, plus oblique. Transfusant à l'ultragauche l'empressement de l'extrême droite à débusquer un prétendu « complot juif » le nouvel antijudaïsme déjoue les radars linguistiques, car il troque le « lobby » contre des notions qui sont autant de chefs d'accusation potentiels : « israélisme », « soutien inconditionnel à Israël » ».

Il faut lire dans cette problématique l'interview de l'écrivain juif hongrois et prix Nobel de littérature Imre Kertész. qui fait le lien entre la partie « Juifs » du dossier de *l'Express* et celle intitulée « Israël ». Il y affirme que c'est l'holocauste qui « a fait de lui un juif » – car auparavant, et malgré les discriminations faites aux Juifs en Hongrie, la question de sa judéité lui était étrangère – et se dit avant tout « un Européen et non sioniste », même si « solidaire avec les Juifs, avec Israël ; je sais que mon destin est lié à eux ». Selon lui : « La Diaspora n'existe plus depuis que Jérusalem est devenue la capitale d'Israël. Autrefois on disait « L'an prochain à Jérusalem ! ». Maintenant les Juifs sont établis à Jérusalem. Chacun peut s'y rendre en quatre heures d'avion. »

Le lobby juif

Comment parler des Juifs aux Etats Unis sans aborder la question du « lobby pro-israélien » ? On ne peut passer sous silence la phrase d'Avraham Burg (approuvée par Régis Debray) dans le *Nouvel Observateur* du 8 mai 2008 : « J'ai parfois l'impression que tous les quatre ans, 165 millions d'Américains se rendent aux urnes pour élire la meilleur président pour Israël ».

Thomas Cantaloube dans *Marianne* et Philippe Coste dans *l'Express* traitent du même sujet. Tous deux prennent pour point de départ l'ouvrage de deux universitaires américains John Mearsheimer et Stephen Walt²³ qui « découvre » le rôle central qu'aurait eu depuis des décennies ce lobby dans l'orientation de

la politique étrangère des Etats Unis. Au point selon eux de faire prendre au gouvernement américain des décisions contraires à ses intérêts. Les deux journalistes démontrent que si le lobby pro-Israël existe bien aux USA – comme des centaines d'autres lobbies sur lesquels se fonde le système politique américain – il ne se comporte ni différemment ni de façon plus agressive ou avec plus de moyens que la plupart des autres. Tous deux s'accordent en outre pour affirmer qu'il est d'autant plus stupide d'attribuer l'attaque de l'Irak à la pression du lobby pro-Israël que ce dernier était depuis longtemps bien plus préoccupé par les agissements de l'Iran. Ajoutant que c'est l'ambassadeur d'Arabie Saoudite et pas celui d'Israël qui était dans le bureau ovale lors de l'attaque. Pourtant leur position est radicalement différente sur ce qu'il faut penser des auteurs et de leurs contradicteurs.

Les mots de Philippe Coste sont assez cruels pour les auteurs qui « *ont cru bon, non sans approximation* d'expliquer des décennies d'engagement des Etats Unis au Moyen-Orient par *la seule influence* d'un groupe de pression américain inconditionnel de l'Etat hébreu. *Leur zèle candide*²⁴ les a exposés au pire soupçon, celui de cautionner le vieux mythe du complot juif ».

Thomas Cantaloube donne dès le début de son article un tout autre ton : « Faut-il oser prononcer le mot ? (...) Néanmoins, quand *deux auteurs ont mis les pieds dans le plat* en narrant la nature et le fonctionnement d'un lobby pro-Israélien aux Etats Unis, l'affaire a fait scandale ». Alors que ces auteurs sont « deux universitaires aux CV impeccables », l'article qui avait précédé l'ouvrage « fut accueilli par un torrent d'invectives et *une polémique à faire fondre les stylos-plumes*. (...) Pourtant les auteurs s'étaient contenté de *coucher sur le papier quelques évidences* enregistrées depuis belle lurette par n'importe quel observateur de la politique étrangère américaine et de ses réseaux de pouvoir. (...) Les deux auteurs n'ont rien d'antisémite : ils défendent sans ambiguïté l'existence d'Israël. *Néanmoins on les accuse de semer l'ignorance et la haine. Ce qui, paradoxalement valide leur thèse. En effet, dès la publication de l'article originel, ils avaient annoncé qu'un lobby chercherait à étouffer toute critique d'Israël* »²⁵. Qu'ils aient pensé à délégitimer leurs contradicteurs par avance ne démontre-t-il pas au contraire qu'on est loin de la « candeur » que leur prête Philippe Coste²⁶ ? Pour Thomas Cantaloube, les seuls délinquants sont ceux qui s'offusquent du procédé.

Particularisme juif ?

Que signifie être Juif ? C'est en posant cette question que le dossier du *Monde des Religions* se rapproche du thème qu'il annonçait en couverture : « une mosaïque d'identités ». C'est en effet par une confrontation entre les points

de vue d'un rabbin (René-Samuel Sirat) et d'un auteur de bandes dessinées humoristiques à thème juif (Joann Sfar²⁷) que la revue clôt son dossier. Pour l'un, « Être juif c'est participer à une épopée plurimillénaire, avec ses points d'ombre et de lumière », pour l'autre qui pose la question « ça peut être léger un Juif ? », son judaïsme « est plus culturel et artistique que religieux ». A la question du particularisme juif, l'humoriste affirme que c'est le ghetto qui a forgé ce particularisme, tandis que pour le rabbin « pour atteindre l'universel, il est nécessaire de partir d'un particularisme. Et le particularisme du peuple juif, c'est l'amour ». Tous deux tombent d'accord sur le fait qu'il « n'existe pas de commandement qui ordonne de croire en Dieu ».

Y a-t-il une particularité juive de l'humour ? C'est encore avec Joann Sfar et sous le titre « le rire est une mitsva » que *L'Express* aborde le thème. Selon lui, ce que l'on appelle « humour juif » serait « lié à une même éducation emmerdante schizophrène. D'un côté il y a cette pression interne à la famille. De l'autre, celle externe de la rue. L'échappatoire existentielle, cohérente, supportable, ce n'est pas la victoire sur autrui. C'est la capacité de se faire accepter, de communiquer et de séduire par l'ironie ». Lui préfère le terme de « fantaisie juive ». Il cite Kafka, Woody Allen, Gainsbourg, Borat, Gosciny, Philip Roth, Albert Cohen, les Marx Brothers... Parmi les facteurs de l'humour juif, il y aurait le droit (et même le devoir) à la critique du maître pendant les cours de Talmud.

Dans la même veine, *L'Express* met sur le compte de la tradition juive l'invention des super-héros des comic's « du Golem à Superman »

Israël

Est-ce ce détour plus ou moins long par l'histoire du peuple juif ? Est-ce l'effet de la polémique créée par le Salon de livre ? Toujours est-il que les articles et dossier traitant directement d'Israël et de ses soixante ans, même quand ils abordent les sujets qui fâchent (les guerres, l'occupation), restent pour la plupart plus au niveau du récit ou de l'analyse qu'au niveau de la critique. Pour cela faire parler des personnalités d'horizons adverses au lieu du journaliste est bien souvent la solution. Du dossier de 3 pages dans les *Echos*, au numéro spécial « made in Israël, la terre trop promise » de *Libération* incluant tous les aspects de la vie d'un pays de sa création à sa culture y compris les programmes de télévision. Tous les formats sont permis. Sans oublier pour *Libération* la compensation la semaine précédente par un « Grand angle » spécial intitulée « La Palestine résiste », tandis que *Le Monde* propose le 17 mai une enquête sur « Le grand réveil des Palestiniens de l'intérieur ».

Le sionisme

L'idéologie

Pourquoi le sionisme ? Et pourquoi a-t-il « marché » ? Dans le *Nouvel Observateur*, Elie Barnavi rappelle que « La situation des masses juives dans l'empire tsariste devenait absolument intenable. Il fallait réagir. Trois options existaient. Celle des révolutionnaires pour qui l'antisémitisme n'étant qu'un des aspects de l'aliénation de l'homme, devait disparaître avec l'événement du socialisme, à condition de balayer complètement l'héritage juif, comme le firent Trotski et Rosa Luxembourg. Celle des bundistes, sur la même ligne, mais qui voulaient préserver l'autonomie et la culture juive. Celle des sionistes enfin, minoritaires, qui prédisaient de grands malheurs et affirmaient que seule une souveraineté territoriale pouvait protéger le peuple juif du pire. Ils poussaient donc à la solution nationale. Finalement l'histoire a donné raison aux sionistes. Ce qui ne voulait pas dire que les autres avaient tort. Simplement ils ont disparu soit dans les camps nazis, soit dans le goulag. Seule l'option du foyer national a donc survécu après la Seconde Guerre mondiale. »

Pour Catherine Golliau dans *Le Point* : « Les Juifs avaient beau avoir pris l'habitude de se saluer d'un '*l'année prochaine à Jérusalem*', il y a beau temps qu'ils s'étaient habitués à l'exil. Leurs rabbins l'ont d'ailleurs théorisé. Au IV^e siècle déjà, des sages s'interrogent : la Terre promise est-elle permise ? (...) Cette analyse n'a évidemment pas encouragé un mouvement de retour des Juifs vers la Palestine, au contraire. De même la volonté d'assimilation des Juifs européens à partir des Lumières favorisera surtout la conversion... Etre comme les autres, surtout ne pas se distinguer, tel est le mot d'ordre des familles les plus modernes en Allemagne, en France, en Grande-Bretagne. Le développement de l'antisémitisme et surtout les persécutions nazies vont montrer les limites de l'exercice. » Elle rappelle que même en Allemagne, certains comme Klemperer déjà opposé au sionisme avant la guerre, le compare par la suite au nazisme et qu'en France, c'est la guerre de 1967 qui impose aux « Français israéliens » Israël comme « refuge du peuple juif, son sanctuaire ».

Comment définir le sionisme ? Chacun a sa définition. Pour Zeev Sternhell (*L'Express*) « Le sionisme, c'est la volonté de préserver après l'avoir construit un Etat aussi laïque que possible, qui appartienne aux Juifs et à tous ses citoyens ». Pour Catherine Golliau du *Point*, « Le sionisme est d'abord une révolte contre la fatalité ». Le titre du livre de Pinsker écrit en 1882, *Autoémancipation*, « le premier grand texte sioniste » en témoigne.

Eliezer Ben Rafaël, sociologue à l'université de Tel Aviv (*L'Express*) explique que « Les pères fondateurs cherchaient à créer une antithèse de la diaspora. Ils voulaient changer leur identité et créer dans cet Etat, ce qu'ils appelaient le « nouveau juif. Cela supposait d'abandonner le yiddish en faveur de l'hébreu et de se livrer à des

taches longtemps interdites aux membres de la diaspora – le travail de la terre etc. ». Tandis que dans le *Figaro*, Shimon Peres expose que « Les Juifs étaient un peuple sans terre. Il y avait une anomalie. L'idée sioniste était de retourner dans notre pays d'origine afin de retrouver notre terre, pour la travailler de nos propres mains ». Si le *Monde2* y consacre le quart de son numéro spécial du 8 mai, seul *Témoignage Chrétien* bâtit son dossier autour de « l'aventure du sionisme », avec un article historique de Jérôme Anciberro sur les différentes théories sionistes (réalisé à partir des ouvrages de Denis Charbit ou de Georges Bensoussan) et un contrepoint plus idéologique de Dominique Vidal. Jérôme Anciberro remonte ainsi aux sources du sionisme avec « les rabbins désireux d'accélérer l'histoire messianique (Judah Alkalai, Zvi Hirsch Kalicher) (...) ou chez les penseurs socialisants pour qui le progrès passe nécessairement par le stade de l'indépendance nationale (Moses Hess, qui publie en 1862 *Rome et Jérusalem* livre dans lequel il appelle à la construction d'un Etat-nation juif) ». D'où il conclut : « impossible donc de réduire le sionisme à une simple transposition des attentes messianiques et religieuses juives ou, inversement d'en faire un pur produit de la modernité ». Il évoque le sionisme politique avec Léon Pinsker – inspirateur des Amants de Sion – et son *Auto-émancipation* (1882), le sionisme culturel d'un Ahad Haam (Asher Hirsch Ginzberg) qui « sera aussi l'un des premiers à prendre au sérieux la question de la présence majoritaire des Arabes en Palestine ». Il rappelle enfin les querelles et la conjonction d'une stratégie « pratique » et d'une stratégie « politique » dans le sionisme « synthétique » de Haïm Weizman.

En face, Dominique Vidal affirme dès le départ que le sionisme ayant abouti le 14 mai 1948, aujourd'hui « est moins en débat une idéologie abstraite qu'une politique concrète » et de définir le sionisme comme mouvement « nationaliste et colonial », même si « pour certains le sionisme va progressivement apparaître comme un mouvement de libération ». Avant de conclure : « Je ne crois pas que le sionisme soit un racisme, même si, dans ses variantes extrémistes, il a pu – et peut – inspirer des comportements racistes. D'ailleurs l'assemblée générale des Nations Unies a annulé sa résolution qui le qualifiait ainsi²⁸. Certaines personnes camouflent leur antisémitisme derrière un discours antisioniste hystérique. Mais il s'agit d'un phénomène marginal. » Par contre, nous dit-il : « A ceux qui affirment que l'antisionisme relève de l'antisémitisme, j'ai envie de poser cette question : qui est antisémite, celui qui dénonce le projet de 'Grand Israël', la colonisation, le mur et les crimes commis contre la population palestinienne, ou bien celui qui prend la responsabilité de tout cela, poussant ainsi des millions d'Arabes à la haine contre les Juifs ? »²⁹.

Zeev Sternhell dans le *Monde 2* s'élève contre cette vision d'Israël comme une entreprise d'essence purement coloniale : « Je sais que c'est une idée qui fait

fureur dans le monde occidental aujourd'hui. On explique de cette façon la fondation du sionisme et d'Israël parce qu'on n'est plus vraiment capable de reconstruire historiquement la condition juive au xx^e siècle. L'explication par le colonialisme paraît facile, normale aux jeunes, à des étudiants de 20-25 ans, mais aussi à des collègues. Je connais cette théorie et je pense qu'elle est idiote, contraire à la raison et aux faits. (...) Nous sommes venus ici parce que nous avions besoin d'un lopin de terre où nous mettre. (...) Nous avions besoin d'un endroit où nous puissions nous organiser de telle sorte qu'il ne nous arrive plus jamais ce qui est arrivé dans le passé récent. S'il y avait quelque chose qui est aux antipodes du colonialisme, c'était cela ! »

L'épopée

Même si Tom Segev dans le *Figaro* la démystifie un peu (« beaucoup de gens sont venus ici non par choix, mais en tant que réfugiés » que ce soit les personnes sans foyer après 1945 ou ceux qui après 1948 ont dû quitter les pays arabes car « ils n'avaient pas le choix ») le sionisme c'est aussi pour l'ensemble des médias une mise en œuvre individuelle et collective, où chacun a son récit héroïque personnel. Le *Nouvel Observateur*, comme *Match* et comme beaucoup de sites Internet de journaux racontent ces destins en photos qui ne sont pas toujours reproduites dans la version papier.

Le *Nouvel Observateur*, sortant un dossier en novembre 2007 est le seul à avoir pu interroger Yossi Harel, le pilote de *L'Exodus*, peu avant son décès. Il raconte le « blocus impitoyable » des Anglais qui « nous avait interdit de sauver des Juifs ». En 1947, « Trois de nos bateaux avaient coulé, il y avait eu des centaines de morts en mer Noire. (...) Mes ordres étaient formels : pas d'armes, une résistance passive, nous devions tenter de nous laisser échouer à Bat Yam, une plage près de Tel Aviv. Mais en pleine nuit ils ont ouvert le feu à la mitrailleuse. Nous avons eu trois morts et six ou sept blessés graves. C'était abominable. Comment ont-ils osé tirer sur des rescapés d'Auschwitz ? ».

Ike Aronowicz, ancien capitaine du même *Exodus*, est la figure choisie par *Libération* comme par le *Figaro* pour évoquer l'épopée qui a été celle des créateurs d'Israël. A 84 ans, il est « toujours aussi gaillard ». Il nous livre à peu près le même récit des faits dans le portrait réalisé le 14 mai 2008 par Annette Lévy-Willard hors dossier « 60 ans » ou dans celui de Laure Mandeville et Patrick Saint-Paul.

Episode orchestré par Ben Gourion pour influencer le vote de l'ONU en « dramatisant » comme l'affirme Elie Barnavi dans le *Nouvel Observateur* ou hasard du calendrier ? Tous les dossiers s'accordent en tout cas sur le rôle important de cette image désastreuse au moment du vote de l'ONU. Et puisque c'est

l'image qui importe, le *Mondez* prend le parti de traiter le sujet à travers Hollywood et le grand spectacle du film de Preminger.

Outre l'aventure d'Ike Aronowicz *Match* nous rapporte celle de quelques autres « premiers héros retrouvés ». Le magazine nous rapporte ainsi les destins de Moshe et Benyamin qui fréquentaient la même école « dans les Carpathes », ont été déportés en même temps à Auschwitz, font ensemble la « marche de la mort » en 1945 puis se perdent de vue avant de se retrouver en Israël en 1948, celle de David Ketler né en Palestine qui apprend dès 6 ans à tirer « pour protéger la maison en cas d'attaque arabe », engagé à 14 ans dans la Haganah. C'est encore Joseph Nachmias engagé à 14 ans dans l'armée britannique « pour combattre les nazis », et des centaines d'autres : « Nous étions 600 000 Juifs et savions qu'à l'instant même des millions d'Arabes venaient de nous vouer à la destruction ».

Pour le *Figaro-magazine*, le modèle, c'est Thomas Geve « le dessinateur d'Auschwitz » qui comme Moshé et Benyamin participe aux « marches de la mort » puis rejoint son père à Londres où il obtient un diplôme d'ingénieur avant d'embarquer pour Paris, puis Marseille et Haïfa où il débarque en 1950 pour construire des citernes d'eau. Aujourd'hui, « il est ravi que toute sa famille vive en Israël », lui parcourt le monde « pour répondre aux questions des jeunes sur les camps ».

L'Express fait parler des « pionniers » qui « avaient 20 ans en 1948 ». C'est Perla Kapelman, arrivée de Pologne en France à 1 an. A 17 ans elle échappe à la rafle du Veld'Hiv – qui a emporté définitivement le reste de sa famille – parce qu'elle avait dormi chez une amie. Elle débarque en 1944 à Haïfa après être passée en zone libre, puis en Espagne où elle reste 13 mois dans un camp de réfugiés. C'est Menache Kedmi, issu d'une famille iranienne qui raconte que « *Tous les ans à l'époque de Pessah, la Pâque juive, il y avait un pogrom, entre Chiraz et Ispahan. (...) Mes parents gagnaient leur vie en vendant des boutons et du fil à coudre dans les villages. Plus le temps passait, cependant, plus ils avaient le sentiment comme Juifs, de risquer leur peau. Alors en 1914, ils ont mis la table, la famille a fêté la Pâque... puis tout le monde est sorti de la maison par la porte de derrière !* Dans la nuit, en emportant quelques affaires, les Kedmi prennent le mulet et partent pour Jérusalem ».

L'épopée pour *Le Point*, c'est le récit de Bob Rostain, « l'un des 4 000 volontaires étrangers venus se battre pour Israël en 1948 ». Né en Pologne et venu en France dans les années 30 dont 90 % de la famille polonaise ou française a disparu pendant la guerre en déportation ou dans le maquis. Après la guerre, il s'engage dans des mouvements d'étudiants d'autodéfense « au cas où les persécutions reprendraient ». Il va se battre en Israël comme une revanche parce que le maquis n'a pas voulu de lui.

Israël et la shoah

Israël est-il né de la Shoah ? Là encore les avis sont partagés.

« A mon sens, la raison pour laquelle les deux grandes puissances votèrent en faveur d'un Etat juif procède de l'immense traumatisme provoqué par la Shoah. Le plan de partage s'explique moins par des considérations d'ordre moral – l'accueil des rescapés et les réparations qui leur étaient dues – que par la volonté d'éradiquer la terrible maladie de l'antisémitisme. (...) La meilleure façon de liquider l'antisémitisme impliquait non seulement un combat acharné contre le racisme, mais encore une entente internationale pour apporter un soutien aux Juifs par la création d'une entité juive territoriale distincte, indépendante et souveraine, en vertu du droit des peuples à l'autodétermination » explique Avraham B. Yehoshua (*Nouvel Observateur*, 29 novembre 2007)

« Le drame d'Israël c'est qu'il est né de la Shoah, a grandi dans la guerre et s'est constitué à partir des débris disparates d'un peuple exsangue, trois conditions peu propices à une construction nationale harmonieuse. » affirme de son côté Elie Barnavi dans *Marianne*, tandis que dans le *Nouvel Observateur*, il rappelle le livre blanc de 1939 et qu'à « la conférence d'Evian en 1938 un seul Etat au monde, la République dominicaine, a accepté de recueillir quelques réfugiés juifs. L'Europe est devenue une véritable souricière, les portes se ferment partout. Même aux Etats-Unis. Et même en Palestine où s'appliquent les dispositions draconiennes du Livre blanc anglais. Pour les Juifs qui fuient le nazisme, la seule issue devient alors l'immigration clandestine, qu'ils soient ou non sionistes » car « Il n'y avait simplement pas d'autre endroit où aller ». (...) Au sortir de la guerre, les Etats et surtout les opinions publiques admettent que le partage de la Palestine est une nécessité historique ».

Pour Avi Shlaim interrogé par JC Ploquin de *La Croix*, « La création de l'Etat a été une sorte de raid de représailles massif contre la Shoah qui s'était déroulée quelques années plus tôt ». Tandis que pour Jérôme Anciberro de *Témoignage chrétien*, « la mauvaise conscience européenne pousse à l'empathie pour le projet sioniste après 1945 », et dans le même journal, Dominique Vidal affirme que le génocide « apporte une légitimation tragique à l'idée d'un Etat juif ». Selon lui, en 1939, « ni la SDN n'aurait imaginé créer un Etat juif, pas plus que la plupart des Juifs de diaspora, et même pas les sionistes qui n'auraient envisagé cette solution qu'en 1942 lors du Congrès de New York ». « Le génocide modifie aussi la conscience universelle ». L'autre dimension importante selon lui : « les centaines de milliers de personnes déplacées ».

François Malye du *Point* aborde lui aussi la question des réfugiés mais surtout les querelles entre les Britanniques et les Américains. D'un côté les Britanniques continuent d'arraisonner les bateaux transportant des réfugiés et affir-

ment par la voix de leur Secrétaire d'Etat aux affaires étrangères Ernest Bevin « *Les Juifs seraient bien employés à la reconstruction de la Pologne et de l'Allemagne* », envisageant même de créer un Etat juif en... Prusse orientale ou demandant aux soviétiques d'accueillir les réfugiés au Birobidjan. De l'autre l'Amérique de Truman dont l'envoyé dans les camps affirme : « nous donnons l'impression de traiter les Juifs de la même manière que les nazis, l'extermination en moins ». Pourtant quand Marek Halter demande de « *Détacher Israël de la Shoah* », (titre donné par *L'Express* à son entretien avec Christian Makarian) ce qu'il faut détacher de la Shoah, c'est l'idée que la création de l'Etat d'Israël lui devrait quelque chose. Selon lui, en effet « Contrairement à ce que certains ont soutenu, Israël ne doit rien à la Shoah, car c'est en soi un Etat légitime sur la seule base du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Israël est né parce qu'il y avait sur place une communauté juive anciennement installée qui ne cessait de croître au long des persécutions et des pogroms. (...) Israël n'est pas le résultat d'une charité internationale : on ne donne pas un Etat en cadeau. Ce fut un combat, non une réparation. »

Catherine Golliou du *Point*, « Certes, les premières vagues d'immigration après 1945 seront liées à l'extermination nazie. Mais on fera rapidement comprendre aux survivants que seule compte la construction du futur ». Elle cite ainsi Zvi Yanai, « orphelin échoué en 1945 dans un kibboutz. *'On se préoccupait peu de la Shoah. C'était un événement étranger à notre israélianité'*. » Même diagnostic de Jean Marc Conin du *Figaro-magazine* qui signale qu'on reprochait aux survivants « d'être allés à l'abattoir nazi *'comme des moutons'* ». Même opinion aussi à peu près de Tom Segev, interrogé par Patrick Saint-Paul pour le *Figaro* : pour lui c'est le procès Eichman qui a été un tournant dans l'appréciation de la Shoah par les Israéliens.

Avec ce « tournant » on en arrive à une évocation du rapport entre Israël et la Shoah qui a été bien souvent entendue ces dernières années dans le sens d'une instrumentation des « sionistes » visant à empêcher la critique d'Israël. La tribune d'Alfred Grosser dans *La Croix* daté du 7-8 mai 2008 est l'un des rares endroits où on trouve clairement énoncée cette accusation dans l'ensemble du corpus : « En Europe où tout est fait pour que le sort d'Israël, la politique de l'Etat israélien soient liés à la mémoire d'Auschwitz. Or, en Israël même, l'identification par la Shoah, notamment dans l'enseignement, ne s'est faite qu'à partir du procès Eichman, en 1961. A l'origine, Israël a été *'l'aboutissement d'un mouvement national né dans la foulée des nationalismes européens du XIXe siècle'*³⁰. Pour lui, les Européens par complexe de la Shoah n'oseraient pas critiquer Israël, c'est ainsi qu'il explique le fait que devant la Knesset Angela Merkel « a évité de même prononcer le mot 'Palestiniens' et fait un discours véritablement sioniste » ajoutant

« plus de soixante ans après Hitler, l'Allemagne se laisse intimider par le poids de l'histoire qui pèse sur elle ». Et de citer comme exemple à suivre le discours du pasteur Arnoux lors de la remise en octobre 1990 par l'ambassadeur d'Israël de la médaille des Justes au Conseil de l'Église Réformée du Chambon-sur-Lignon. Celui-ci a en effet demandé que « cette distinction soit une sorte d'engagement à ce qu'il n'y ait plus d'écoles fermées devant les jeunes Palestiniens, plus de maisons détruites, plus de gens expulsés de leur terre ancestrale ».

Mais on retrouve un point de vue voisin chez Abraham Burg dans le *Nouvel Observateur* du 8 mai 2008 : « (...) L'idéologie sioniste a confisqué l'Holocauste en décrétant qu'il est unique, non seulement dans l'histoire mondiale mais également dans l'histoire juive. (...) Rendons-le à l'histoire juive, au lieu de le garder comme une métahistoire ». Dans le *Monde*, il ajoute « Je ne trouve pas sain de consacrer une date spéciale à la commémoration de la Shoah dans le panthéon national ».

Une autre façon d'aborder le rapport entre la Shoah et Israël est de poser la question de *L'attitude du Yishouv pendant la guerre*. Bien des lignes ont été écrites – en particulier sur certains sites islamistes ou négationnistes – sur une « collaboration du Yishouv avec Hitler ». La plupart des dossiers remettent les pendules à l'heure : si certains comme Abraham Stern l'ont un instant envisagé, les Juifs se sont dès le début engagés dans les rangs de l'armée britannique pour combattre le nazisme. Tous citent la phrase de Ben Gourion : « nous aiderons les Britanniques dans la guerre comme si il n'y avait pas le livre blanc et nous lutterons contre le livre blanc comme s'il n'y avait pas la guerre ». Plusieurs dossiers notent aussi que c'est dans une action de commandos lancée en juin 1941 par l'armée anglaise contre les troupes françaises de Vichy au Liban que Dayan a perdu un œil. François Malye du *Point* rappelle même l'hommage rendu par Général Koenig à la compagnie juive du major Felix Liebmann en juin 1942 à Bir Hakeim : il avait planté sur sa jeep le drapeau à l'étoile de David. Elie Barnavi dans le *Nouvel Observateur* explique l'attitude de Ben Gourion : « On a beaucoup reproché à Ben Gourion sa dureté. Pour moi, c'est la marque d'un véritable homme d'État. Pendant la guerre, il sait qu'en Europe le judaïsme est décimé. Mais il ne bouge pas parce qu'il ne pouvait faire que le la gesticulation, et cela, il le refusait ».

On pourrait en finir sur ce sujet avec la phrase du dessinateur Joann Sfar dans *le Monde des religions* : « Le fait d'avoir vécu le drame de la Shoah ne leur impose pas, contrairement à ce qui est dit souvent, une exigence morale supérieure. Israël est un État qui, comme tous les jeunes États, s'est construit sur le sang et l'expropriation ».

L'hébreu

L'hébreu – « Langue chérie, celle de romanciers et essayistes traduits dans le monde entier » (Editorial du *Monde* – 14 mai 2008) – a servi de repère pour le choix des écrivains invités au Salon du livre. La renaissance comme langue du quotidien de cette langue qui avait perdu cet usage depuis longtemps pour n'avoir plus d'usage que religieux et parfois de communication entre « lettrés » est le dernier élément que l'on doit lier au sionisme.

Alors que le *Monde 2* reprend simplement un texte d'Eliezer Ben Yehouda, « l'inventeur » de l'hébreu moderne, publié par Denis Charbit dans son ouvrage « Sionismes »³¹, Elisabeth Barillé, dans le *Figaro-magazine* consacre une page à « l'hébreu, histoire d'une résurrection ». Elle rappelle que, alors que déjà les *Mas-kilim*, agents juifs des Lumières avaient au XVIII^e siècle tenté de remplacer le yiddish par une langue unifiée, c'est Eliezer Perelman (Ben Yehuda) qui a entrepris ce qui sera « la mission de sa vie : sortir l'hébreu du domaine religieux afin de l'imposer comme langue vernaculaire à l'ensemble des communautés juives ». En 1881, Ben Yehuda met ainsi en chantier un *dictionnaire de la langue hébraïque moderne* en 16 volumes qui ne sera achevé que 37 ans après sa mort. « La guerre des langues entre yiddish et hébreu qui va durer un siècle est aujourd'hui presque achevée ».

Et de fait, le sociologue Eliezer Ben Rafaël explique dans *L'Express* que « les ultra orthodoxes refusaient, dans les années 1950, de s'exprimer en hébreu, car c'était la langue sacrée ; à présent, tous leurs journaux ou presque sont publiés dans cette langue. (...) Quant aux Russes, ils emploient de plus en plus l'hébreu, même s'ils restent attachés, comme il se doit à leur culture d'origine ». Si Imre Kertesz dit dans *L'Express* que la Shoah a fait de lui un juif, Aharon Appelfeld, lui, affirme dans le *Monde 2* « l'hébreu a fait de moi un juif », expliquant : « Je ne pouvais plus parler ma langue maternelle, l'allemand (en Ukraine où j'étais caché, cela vous désignait comme juif), et Israël m'a donné un foyer, un abri. J'étais sans domicile et on m'a accepté ».

Aujourd'hui, l'intégration de tout migrant en Israël passe par un apprentissage de l'hébreu et Michel Bôle Richard parle dans le *Monde 2* des miracles et échecs de l'Oulpan, (cours d'hébreu obligatoire pour les immigrants) cette « école de la citoyenneté » : son efficacité autrefois vantée est aujourd'hui remise en cause. « Au total, il y a 220 oulpanim dans lesquels étudient environ 27 000 élèves. On estime que depuis la création d'Israël, quelque 1,22 millions de personnes ont pratiqué l'apprentissage de l'hébreu. » mais il semblerait que 60 % des inscrits ne terminent pas leurs études et que 17 % n'y mettent pas les pieds.

Israël face à son histoire

Une responsabilité de l'histoire entièrement israélienne ?

Peu de doutes pour Daniel Barenboïm il affirme dans le *Nouvel Observateur* du 21 février 2008 : « En Palestine, le Fatah n'est pas une réponse, ni le Hamas. Mais il existe de petits groupes palestiniens qui font de la résistance non violente. Ils n'ont pas le pouvoir, mais ils existent. En Israël, il n'y a personne. Je ne suis pas anti-israélien, mais il n'y a pas un seul parti dans ce pays pour lequel je puisse voter ! même pas un petit parti... ».

Guère non plus pour René Backmann dans le *Nouvel Observateur* du 8 mai : « Surtout le « peuple sans terre » a toujours autant de mal à admettre que ce n'est pas sur une « terre sans peuple » qu'il s'est rassemblé et que l'heure est venue de partager cette terre disputée avec ceux qui s'y déclarent prêts et qui ont déjà trop attendu. (...) La tentation est forte aujourd'hui en Israël de donner du temps au temps, à l'abri relatif du mur de séparation et d'une prospérité grisante. Ou de céder pour résoudre la question israélo-palestinienne, à la facilité de la seule réponse militaire. En oubliant que la paix a un prix ». Un point de vue partagé notamment par Avraham Burg : « que dira-t-on de notre génération ? Que nous avions l'occasion de faire la paix et que nous l'avons manquée » (*Le Monde* 11 mai).

Partagé aussi par *Le Point* du 6 mars 2008 qui donne le ton de son dossier « 1948-2008 Spécial Israël » par ces mots : « Les pères fondateurs n'avaient pas voulu dessiner les frontières de leur pays. Ils ont laissé un champ de mines à leurs enfants. Israël ne parvient pas à trouver la porte de sortie pour mettre fin à son histoire enchevêtrée avec celle des Palestiniens. Le partage de la Terre sainte, prévu dès 1947 par l'ONU est au cœur de l'affrontement. L'Etat palestinien n'a pas encore vu le jour et l'occupation des territoires a des effets dévastateurs sur la société israélienne. (...) En ce début de XXI^e siècle, Israël fait face à un nouveau défi : celui de la normalité. Tel est le nouveau credo des jeunes Israéliens : vivre dans un Etat comme un autre ».

Si l'introduction de Gilles Paris au chapitre consacré à Israël dans le *Monde* 2 de novembre 2007 reste assez équilibrée : « Les deux peuples ne voient plus l'autre que sous son aspect le plus agressif ». L'impression d'inégalité dans les responsabilités se dégage indéniablement du vocabulaire employé dans les deux portraits parallèles qu'il dresse de Sharon et d'Arafat. Le portrait d'Ariel Sharon, désigné comme « Le lion du grand Israël », montre un homme politique machiavélique. La tentative d'assassinat de l'ambassadeur d'Israël à Londres n'est qu'un « prétexte » à la première guerre du Liban, Sabra et Chatila s'est déroulé « sous les yeux de l'armée israélienne toujours sur place », en octobre 1998 il « campe sur les 'lignes rouges' de la droite nationaliste, et quand Ariel Sharon « se

rend sur l'esplanade des Mosquées – le Mont du Temple pour les Juifs » c'est « pour y réaffirmer la main-mise israélienne ». A l'inverse, Arafat, « l'éternel adversaire », si il « a longtemps incarné le mal absolu, la menace idéale et consensuelle, la passerelle honnie entre le nationalisme arabe et l'islamisme mortifère » est en fait un héros qui « multiplie les missions clandestines en Cisjordanie, manquant plusieurs fois d'être arrêté » qui à Karameh « fait front avec ses « fedayins » aux troupes israéliennes ».

Dominique Vidal dans *Témoignage chrétien* introduit tout de même une part de responsabilité arabe : « Le 29 novembre 1947, les Nations Unies conviennent d'y créer un Etat juif et un Etat arabe, plus une zone internationale pour Jérusalem. Mais ce plan de partage avorte. Au terme de la guerre de 1948, Israël a vu le jour, augmenté d'un tiers son territoire et expulsé les quatre cinquièmes des Palestiniens. Israël, la Jordanie et l'Égypte se sont réparti l'Etat arabe mort-né. Cette négation des Palestiniens va entraîner soixante ans de guerre ».

Mais René Poujol du *Pèlerin* préfère titrer « Tous responsables ? » un éditorial qui met en cause aussi bien la Grande Bretagne que l'Onu et son vote de 1947, sans compter les Arabes qui ont refusé le partage, mais n'ont jamais intégré les réfugiés du conflit ou ceux qui utilisent le conflit comme alibi au terrorisme islamiste. Il réclame que ceux qui ont pris la responsabilité du partage il y a 60 ans ne s'en lavent pas les mains.

Pour François Malye du *Point* si les Britanniques ont freiné l'immigration juive, c'est qu'ils estimaient que « *Les Arabes ont été graduellement dépouillés de leurs terres par les achats du Fonds national juif* » ! Mais en fait, cette position intransigeante s'expliquait par « leur volonté de ne pas s'attirer l'hostilité des pays arabes et par d'évident motifs économiques ». Les historiens sont clairs : la responsabilité des Britanniques est engagée du fait de leur désir de mettre le pied au Moyen-Orient, mais c'est contre eux que l'Etat juif s'est créé.

Et la responsabilité des Nations Unies qui ont voté le plan de partage ? Avraham B. Yehoshua explique les faits dans le *Nouvel Observateur* du 29 novembre 2007 : « Mais ni l'ONU ni aucun autre Etat ami ne s'employèrent à concrétiser le projet. Les Britanniques qui détenaient le pouvoir en Palestine depuis trente ans préférèrent s'abstenir au cours du vote de l'Assemblée générale des Nations Unies et après son adoption ne soutinrent pas plus l'application de la résolution que le partage raisonnable entre les deux Etats en devenir. Six mois plus tard, ils évacuaient la région en laissant derrière eux le chaos. Conscients de leur incapacité à affronter seuls l'Etat juif, les Palestiniens appelèrent les armées arabes voisines à la rescousse. Dès le départ des Britanniques, sept Etats arabes envahirent la Palestine pour rejeter les Juifs à la mer et tenter d'annexer une partie du territoire palestinien. Quand aux grandes puissances qui avaient quasi-

ment oublié leur décision de novembre 1947, elles choisirent de rester à l'écart sans essayer d'imposer les recommandations de la résolution aux Palestiniens ni de leur offrir un quelconque dédommagement pour les terres qu'on leur avait saisies. Et elles ne firent rien non plus pour contrecarrer l'invasion arabe, laissant les Juifs se débrouiller par leurs propres moyens face aux forces arabes menaçant de les anéantir ».

Shimon Perez confirme le verdict dans *Le Monde 2* : « Du jour au lendemain, tous les pays qui avaient voté pour nous à l'ONU se sont opposés à nous – ou ont refusé de prendre parti dans la guerre qui commençait.

Quoi qu'il en soit des responsabilités, Ilan Greilsammer dans *Libération* du 7 mai 2008 affirme : « A la veille de célébrer leurs soixante années, les Israéliens tendent à se pencher sur leur histoire avec un peu moins d'exubérance que dans le passé. Bien sur, la fierté est toujours là, mais une certaine mélancolie s'est installée ». Mélancolie des Israéliens, apaisement des médias... Ce que confirme Elie Barnavi qui parle de *spleen* dans *Marianne*. A l'inverse de Charles Enderlin qui dans *France-Soir* du 14 mai nous dit... « c'est une ambiance de fête, ces jours-ci les Israéliens ont plutôt le moral » ! Verre à moitié vide ou verre à moitié plein ?

Chronologies

Comment parler de l'histoire d'Israël sans tomber dans la caricature ? Même les repères chronologiques symbolisent des choix politiques alors que leurs rédactions hâtives donnent parfois lieu à des raccourcis contestables.

C'est dans un bandeau en bas des deux premières pages de son dossier que *Libération* évoque les « 8 dates » importantes d'Israël : octobre 1956 « guerre israélo-égyptienne³², surnommée la guerre de Suez » ; juin 1967 « Guerre des Six Jours. Israël annexe Jérusalem » ; octobre 1973 « Guerre du Kippour, l'Egypte et la Syrie attaquent Israël » ; septembre 1978 « accords de Camp David (Etats-Unis) entre Israël et l'Egypte sous la médiation du président américain Jimmy Carter » ; décembre 1987 « Premier soulèvement (Intifada) palestinien, dit guerre des pierres » ; septembre 1993 « Les accords d'Oslo, signés à Washington, posent les bases d'une souveraineté palestinienne en Cisjordanie et à Gaza » ; septembre 2000 « début de la deuxième Intifada » ; juillet 2006 « Guerre contre le Hezbollah ». Plus loin, dans un Rebond, Ilan Greilsamer³³, retient lui deux dates clés : 1948 et 1967.

Le Monde 2 de mai 2008 ne remonte pas aussi loin que la chronologie de *L'Express* – dont on a vu plus haut qu'il a fait le choix de la très longue durée – mais débute tout de même en 70 avec la prise de Jérusalem par les Romains, puis la révolte de Bar-Kokhba en 132, faisant ainsi le choix politique de lier la fin de la

Judée et les Juifs d'aujourd'hui. Le bandeau chronologique du *Pèlerin* débute en 1897 avec la fondation du mouvement sioniste. Il est le seul à mentionner le terrorisme palestinien après 1967. Celui de Témoignage Chrétien remonte encore plus haut : en 1881-82 avec les pogroms en Russie.

Il est aussi révélateur que *La Croix* débute sa chronologie le 8 mai 1945 : pour ce journal, Israël est une « suite de guerre » ! « 29 novembre 1947 (...) Alors que les deux tiers des habitants sont arabes, l'ONU attribue 56 % des territoires aux Juifs et 42 % aux habitants arabes ». *La Croix* adopte de fait le vocabulaire et la chronologie des Palestiniens et de leurs associations de soutien comme le confirme cette formulation qui nous apprend que le 9 juillet 1948, Israël « déporte 70 000 habitants de Lydda (Lod) et Ramleh ».

Le bandeau chronologique du *Point* est moins elliptique. Il évite ainsi certaines erreurs, approximations ou connotations. Ainsi pour 1948 un court texte explique l'attaque arabe et utilise cette formule neutre : « les Palestiniens contraints à l'exode ». Il est complété par une carte de l'offensive arabe et une photo d'un camion de troupes israéliennes ; pour « 1956 l'affaire de Suez », quelques mots suffisent à expliquer en détail le processus, ils sont éclairés par un extrait du discours de Nasser à Alexandrie le 26 juillet 1956 et par une photo prise pendant ce discours. De même, le processus d'entrée en guerre de 1967 – illustré par une photo de Dayan et par la phrase de de Gaulle « un peuple d'élite sûr de lui et dominateur » destinée à « initier une nouvelle politique arabe et prendre ses distances avec Israël » – rappelle que Nasser avait massé ses troupes à la frontière et ordonné le départ des troupes de l'ONU.

Les sources

Le *récit de personnalités ou de simples particuliers* est beaucoup utilisé dans l'ensemble des dossiers. Ainsi, Ehud Barak, dans *Libération* : « Il y avait à côté de notre kibboutz, tout à côté un village arabe qui s'appelait Nadi Hawaled (...) Je vois encore les gosses, les mères arabes qui donnaient le sein aux bébés. Et tout le village a disparu le premier jour de la guerre. Plus personne, tous partis. Tous ». Dans le même récit, il évoque la guerre de 1967, les trois « non » de Khartoum et le désir de Ben Gourion de rendre tous les territoires conquis en échange de la paix. Dans le même journal, Yossi Sarid, « figure du camp de la paix » : « Le Hamas et le Hezbollah symptômes de la folie du camp adverse sont aussi les conséquences de la marche de la folie israélienne. Israël a inventé le Hamas et le Hezbollah. En 1982 quand la première guerre du Liban a éclaté, le Hezbollah n'existait pas, ni le Hamas avant la première Intifada. » (*Libération* – 7 mai 2008).

Pour le *Figaro* comme pour le *Monde* 2, le témoin c'est « l'ancien berger Shimon Peres qui rêvait d'un pays transformé en kibboutz géant. (...) Cependant il

avoue avec enthousiasme que soixante ans après sa fondation, Israël a surpassé tout ce qu'il avait pu imaginer ». *La Croix* oppose les récits du poète israélien Haïm Gouri et du Palestinien, médecin et diplomate, Mustapha Abdel Shafi. Tandis que le *Pèlerin* met en parallèle deux discours de femmes : d'un côté Yaël Dayan, fille du général Moshé Dayan, « Israël mon pays » et de l'autre Hind Khoury, chrétienne palestinienne, actuelle représentante des Palestiniens en France, « Israël ma douleur ». La première avait 9 ans en 1948, l'autre ne naît qu'en 1953 à Bethléem de parents qui dit-elle ont quitté chacun de son côté leur maison de Jérusalem « pour fuir les agressions qui en 1948 se multiplient contre les Arabes »³⁴. *Match* réussit un scoop en interviewant Ehoud Olmert : en 1948 « j'avais à peine 3 ans. (...) A Tel-Aviv, les gens dansaient mais dans notre petit village, près de Binyamina, on s'attelait aux combats qui s'achevaient ou s'annonçaient ».

Elie Barnavi, historien, ancien ambassadeur d'Israël en France est très demandé : chroniqueur dans *Marianne* sous la rubrique « Ils ne pensent pas (forcément) comme nous, il y fait le bilan d'Israël dans le numéro du 10 mai. On le retrouve aussi interrogé en ouverture du dossier « Le jour du partage » réalisé par le *Nouvel Observateur* du 29 novembre, hebdomadaire qui fait aussi appel à Avraham B. Yehoshua (« Le rêve du partage ») et à Elias Sambar à qui est posée la question « Les Palestiniens devaient-ils accepter le plan de partage ? » sous un titre qui est déjà une réponse « La guerre était inévitable ». Le même *Nouvel Observateur* propose le 21 février un entretien avec Daniel Barenboïm (« Pourquoi je suis devenu palestinien ») et le 8 mai 2008 une conversation entre Régis Debray et Avraham Burg (« Réinventer Israël ? »), ancien président de la Knesset, lui aussi témoin très à la mode en raison de ses articles et ouvrages très critiques vis-à-vis du sionisme. Il est ainsi l'invité d'un « grand entretien » du *Monde* le 11 mai 2008. Geula Cohen ancienne du Lehi, emprisonnée par les Anglais pour ses activités terroristes, aujourd'hui encore membre actif de l'extrême droite israélienne, est interrogée par *Match* et par le *Figaro-magazine*.

Les bibliographies, souvent aussi courtes que les chronologies, se limitent souvent aux nouveaux historiens très en vogue et au « collègue » Charles Enderlin. Catherine Golliau du *Point* présente pourtant une bibliographie courte, mais plus éclectique incluant par exemple le « Que-sais-je » d'André Chouraqui sur « l'Etat d'Israël » ou un ouvrage de témoignages de volontaires français de la guerre de 1948. La bibliographie du *Monde 2*, sur deux pages, est elle très extensive.

Côté historiens, si c'est Zeev Sternhell – qui n'appartient pas au courant des nouveaux historiens – que *L'Express* et le *Monde 2* de mai 2008 choisissent pour donner sa vision de l'histoire, le *Figaro* préfère se fier à Tom Segev, plus proche de ce courant. *Libération*, de son côté met en avant le livre d'Avi Shlaïm³⁵, dont le

thème est l'incapacité d'Israël « à prendre en compte le monde arabe, à résoudre les conflits que sa création a provoqué en 1948 ». Même si sa bibliographie est un peu plus diversifiée, Jean Christophe Ploquin dans *La Croix* consacre une page entière aux « nouveaux historiens [qui] créent la controverse » avec un article qui donne largement la parole à Ilan Pappé selon qui Ben Gourion aurait conduit « sciemment » un « nettoyage ethnique ». Comme *Libération*, c'est à Avi Shlaim, autre nouvel historien, qu'il donne ensuite la parole.

Interrogé sur les sources permettant de reconstituer l'histoire du conflit, celui-ci répond : « Israël comme la Grande Bretagne applique la règle des 30 ans pour la déclassification des archives. C'est une politique très libérale qui est à porter à son crédit. Dans les pays arabes, il n'y a pas d'archives nationales ou alors elles ne sont pas ouvertes. Il y a en revanche les sources britanniques, américaines, onusiennes ou de la Ligue arabe. Cela donne une vue partielle. Il faut écrire en tenant compte de cette limite ». On voit là toute la faille de la « nouvelle histoire » comme du reste de l'ancienne. Faute de sources arabes autres qu'orales, l'histoire se décline comme si seul Israël pensait et agissait tandis que les autres acteurs ne seraient que passifs.

Côté presse israélienne, les médias français ont unanimement choisi *Haaretz* comme média de référence. Aussi bien voit-on rarement dans la presse française – à l'exception notable de *Courrier International* – des articles reproduits d'un autre journal ou s'exprimer à titre personnel d'autres journalistes que ceux venus de ce quotidien. Les dossiers du soixantième anniversaire ne s'écartent pas de ce choix.

Que s'est-il passé en 1948 ?

Quelle est la part de la volonté ou du hasard bien géré dans les événements survenus en 1947-48 ? Les nouveaux historiens ont largement contribué à remettre en question la vision israélienne traditionnelle. Ainsi en témoigne Ilan Greilsammer dans un Rebond de *Libération* le 7 mai 2008.

« Trois ans à peine après la fin de la Shoah, le peuple juif renaît de ses cendres et fonde son Etat-nation... La décision de partage de l'ONU en novembre 1947, le courage de Ben Gourion qui a proclamé l'indépendance alors que ses conseillers criaient à la folie, la résistance acharnée de l'armée juive, la victoire contre les forces arabes... Aujourd'hui encore, le jour de l'indépendance reste la fête la plus importante de l'année pour beaucoup d'Israéliens, surtout les laïcs (...) Mais beaucoup d'Israéliens ont commencé à comprendre que 'les choses n'avaient pas été aussi simples' puisque la naissance de l'Etat juif s'est accompagnée de l'exode de centaines de milliers d'Arabes palestiniens (...) Qu'on ne s'y trompe pas, il ne s'agit pas d'une remise en question de la légitimité

mité de l'Etat juif et de la justice qu'a représenté l'acte d'indépendance, mais d'une vision plus sobre, plus réaliste et plus responsable de 1948. C'est ce qui explique que la grande majorité des Israéliens acceptent aujourd'hui l'idée d'un Etat palestinien aux côtés d'Israël ».

François Malye du *Point* reprend à son compte le titre, mais aussi le récit de l'ouvrage de Charles Enderlin. Selon lui, c'est depuis 1920 que « les Juifs se battent pour fonder leur Etat ». Selon lui toujours, « David Ben Gourion qui négocie depuis 1942 l'achat de matériel à l'étranger afin d'équiper l'armée juive sait qu'Israël ne prendra sa place dans ce Proche-Orient tumultueux que *par le feu et par le sang*. »

Jean Christophe Ploquin de *La Croix* (26-27 avril 2008) – dont la référence est Ilan Pappé – n'a pas de doute : les Israéliens se sont bien livrés à un nettoyage ethnique et même après le 15 mai 1948, « jamais les Etats arabes ne seront en mesure de l'emporter » Israël ayant « *une supériorité toujours croissante, si bien que c'est le plus fort qui a gagné*. Enfin, lors des négociations d'armistices, Ben Gourion ne voudra pas prendre le risque de rendre des territoires, fût-ce pour signer la paix » !! Il cite néanmoins la préface de Yehouda Lancry – ancien ambassadeur d'Israël – au livre de Dominique Vidal³⁶ : « Longtemps forgé au burin de la menace d'anéantissement, l'être israélien doit nécessairement ouvrir son récit et ses mythes fondateurs au récit de l'Autre, palestinien et arabe. C'est dans ce croisement de récits, leur interpénétration, leurs chocs et catharsis (...) que doit s'inscrire la parole de paix et de réconciliation ».

Mais la parole est cette fois largement donnée par les autres magazines au discours contraire qu'on n'avait plus l'habitude d'entendre. C'est par exemple Paul Kedar, ancien « militant armé de la cause sioniste » interrogé dans *L'Express* qui le rappelle : « on ne peut pas juger 1948 à l'aune de 2007 ». Il est vrai qu'il y a eu des massacres de villages arabes, explique-t-il : « mais nous étions entre 600 000 et 800 000, et nous avons le sentiment d'être le dos au mur. A l'image d'autres combattants dans d'autres conflits, nous avons commis des injustices. Et celles d'aujourd'hui à l'encontre des Palestiniens sont inacceptables. En 1948, en revanche, il en allait de notre survie ». Ce qu'Avi Shlaim formule : « En 1948, Israël était un petit Etat entouré d'ennemis. Son impératif était la survie. », et que Zeev Sternhell confirme dans *Le Monde* 2 : « La guerre [de 1948] a créé l'Etat d'Israël. Si nous l'avions perdue, nous ne serions pas là. Il y aurait peut-être un petit ghetto juif. Et encore, des 600 000 juifs qui constituaient le Yishouv à la veille du conflit, combien seraient restés en vie si nous avions été vaincus ? »

Elie Barnavi dit encore à peu près la même chose dans *Marianne* : le 14 mai 1948 « peu d'esprits raisonnables auraient alors parié un fifrelin sur la survie de la chétive créature dont il s'apprêtait à proclamer la naissance. C'est à cette aune

qu'il convient de juger Israël. Contre toute attente, l'Etat nouveau-né a résisté victorieusement à l'assaut de ses voisins, mis en place des structures démocratiques durables, intégré des masses d'immigrés dépourvus de tout, et permis l'émergence d'une culture foisonnante et originale fondée sur une langue nationale ressuscitée. Quelques années après la fermeture des fours crématoires, ce n'était pas rien ». Relativisant tout de même dans le *Nouvel observateur* : « Sur le papier les Arabes sont dix fois plus forts que les Juifs. Ils ont des armées, des équipements modernes. Mais là intervient la politique intra-arabe : ils n'ont pas tous les mêmes buts de guerre. (...) Dans ce cas là, vous ne pouvez pas gagner ».

On peut lire aussi sous la plume de François Malye du *Point* : « la guerre va durer huit mois entrecoupée de courtes trêves. Le monde entier ne donne guère de chances à l'armée israélienne, et pourtant, elle va repousser les assaillants, ouvrir une route vers Jérusalem, étriller les troupes de l'armée d'opérette du roi Farouk et pénétrer dans le Sinaï », et il relève l'humiliation arabe.

Shimon Peres revient lui aussi sur l'équilibre des forces dans *Le Monde* 2. L'Union soviétique fournissait des armes gratuitement aux Arabes ; des livraisons idéologiques, en quelque sorte et, qui plus est des fournitures d'armes modernes. Ni les Anglais, ni les Français, ni les Américains n'ont souhaité nous aider. Il y a eu pratiquement un embargo contre nous. Nous avons dû nous procurer clandestinement des armes. En France, mais aussi aux Etats-Unis, Truman ne nous a pas livré un seul pistolet. Il nous fallait faire preuve de beaucoup d'ingéniosité. (...) On a gagné grâce au facteur humain (...) Nous n'avions pas le choix. C'était gagner ou mourir ». Dans le *Figaro*, il explique comment les Israéliens ont pu obtenir des armes.

Récit que confirme Haïm Gouri dans *La Croix* : « Ben Gourion nous avait ordonné d'acheter tout ce qui pouvait tirer, poursuit-il. La France et les États-Unis avaient décrété un embargo sur les armes mais nous avons obtenu en Tchécoslovaquie des fusils, des mitraillettes et des mitrailleuses, qui nous ont permis d'arracher la victoire de la guerre d'indépendance ». Poursuivant : « avec le recul, il semble inimaginable que durant les deux ans et demi suivant la Shoah, le peuple juif ait pu livrer bataille contre le Mandat britannique en Palestine, puis s'imposer aux armées arabes. Les volontaires étaient venus de partout : des Russes ne jurant que par Staline, des Polonais, des Américains. Cela rappelait les Brigades internationales en Espagne ». Il fait même état d'« un héroïque commando français » qui a conquis la ville de Beersheba.

Sur le départ des Palestiniens et la question des réfugiés Zeev Sternhell interrogé par Benjamin Barthe dans *L'Express*, affirme « Soyons clairs : il n'y a pas eu d'ordre d'expulsion des Palestiniens. Si cela avait été le cas, il aurait été appliqué intégralement, et l'Etat d'Israël se serait retrouvé sans le moindre Palesti-

nien sur son territoire. Il était évident, toutefois, que moins d'Arabes il y aurait, mieux cela vaudrait. En 1949, nous aurions pu aller encore plus loin. Mais Ben Gourion ne l'a pas voulu. Il s'est limité à ce qui était nécessaire et légitime. Comme les chasseurs qui traquent ce dont ils ont besoin pour manger mais ne tuent pas de gibier pour rien ». Dans le *Monde* 2, il ajoute : « On voit très bien comment à quelques kilomètres de distance, un village arabe est resté sur place pour devenir cinquante, soixante ans plus tard un gros bourg prospère et comment un peu plus loin, un ou deux autres ont été rasés et la population expulsée ».

Elias Sanbar (*Nouvel Observateur*) en est persuadé : David Ben Gourion n'a accepté le plan de partage que pour aller plus loin. Quant aux Palestiniens, ils ne pouvaient pas l'accepter : « sentiment d'une présence *naturelle* séculaire », le fait que 6,58 % seulement du territoire soit « en propriété juive »³⁷. L'impossibilité d'imaginer qu'ils finiraient comme réfugiés.

Témoignages

Au milieu de ces débats d'historiens ou de personnalités, on est presque étonné d'entendre encore les récits de témoins « sans grades » souvent écartés (au moins les témoins israéliens) des analyses des nouveaux historiens :

Côté palestinien, Abou Mohamed, du « camp » palestinien de Balata installé en 1952 par l'UNRWA, témoigne dans *Libération* du 7 mai 2008 : « Mon père était un agriculteur, il vendait des fruits et du blé aux Juifs. Tout se passait bien entre nous. (...) On se moquait des Juifs parce qu'ils allaient s'entraîner dans les champs avec des fusils en bois. Puis la guerre a commencé. (...) 'Quand on a entendu parler de massacres à Deir Yassine et à Lid, nous avons fui ». A Balata sous régime jordanien : « Pendant huit ans, les habitants vivent sous des tentes, dans la boue l'hiver et la chaleur l'été, sans eau ni électricité. Mais quitter le camp, c'est renoncer au droit au retour promis par l'ONU. La Cisjordanie est administrée d'une main de fer par les autorités jordaniennes. « C'était la dictature, se souvient Abou Chawqat voisin d'Abou Mohamed. Naplouse est le fief de riches familles commerçantes qui ne se sentent rien de commun avec les réfugiés. (...) ».

Côté israélien, dans *Match*, c'est Shaul Sapir, 16 ans à l'époque mais à la tête d'une « petite armée » dans son kibboutz qui raconte : « Par jour on avait une boîte de sardines pour quatre et notre mission consistait à défendre le pipe-line qui acheminait l'eau à travers le désert. » Ils n'auront d'uniforme qu'en 1949. En attendant, ils se donnent l'allure d'une armée avec ce qu'ils trouvent. David Ketter, lui, n'apprendra qu'avec retard la proclamation d'indépendance. « L'information ne pouvait pas parvenir jusqu'aux montagnes surplombant Jérusalem où les combats faisaient rage. Il y avait des corps partout. Certains gémissaient encore,

appelaient *Papa*, *maman* en hébreu, en arabe. C'était horrible ». De toutes les guerres d'Israël dit Avraham Eden, « celle de 1948 fut sans aucun doute la plus dure parce qu'on n'avait rien, pas d'armes, pas d'essence, pas de carte, pas d'intendance ».

Le *Nouvel Observateur* alterne témoignages juifs et arabes. « Mieux valait ne pas sortir du quartier juif » dit Aouva Reguev, à Jérusalem en 1947. Le soir du 29 novembre, « Nous sommes allés à pied jusqu'au marché de Mahane Yehuda. C'est là que nous avons appris que les Arabes étaient en train d'incendier toutes les maisons et les échoppes juives de la principale rue entre l'est et l'ouest de la ville. Nous ne pouvions plus rentrer chez nous. (...) A partir de là, il n'a plus été possible d'entrer ou de sortir sans escorte. Les Arabes nous attaquaient sans cesse. Il y avait chaque jour des fusillades, des blessés ». En mars 1948, elle part avec le dernier convoi sous escorte anglaise. « Aouva ne reverra les ruelles de son enfance qu'en juillet 1967 au lendemain de la guerre des Six-Jours (...) "*ma maison n'existait plus*" ». Même récit à peu près de David Rubinger.

En écho, Khamis Tahan raconte qu'il venait de faire cirer ses souliers près de la porte de Jaffa au mois de décembre 1947 quand une « terrible explosion retentit '*Une minute plus tard et j'étais mort. J'ai vu des corps partout, des gens déchiquetés, les hurlements. Quelqu'un a juré qu'il s'agissait d'un gros baril qui avait été descendu d'un camion militaire anglais. Allez savoir !*' » Une semaine plus tard, ils partent pour Jéricho. Fatine Khoury était à Jaffa. Elle raconte « les rumeurs qui disaient tout et l'inverse. (...) On disait que des types de l'Irgoun parcouraient la ville en violant toutes les jeunes Arabes qu'ils croisaient. (...) Nos voisins polonais tentaient de nous rassurer. Puis au début de l'été, fin mai ou début juin, le bruit a circulé qu'il fallait partir pour une dizaine de jours seulement, le temps que tout se calme. ». Certains vont au Liban, eux finissent par partir vers Ramallah. « on partait pour dix jours ». Mais dit-elle « même nos voisins polonais ont pris peur et ont déménagé à Tel-Aviv ». Samira Karaman de Haïfa relève aussi « d'incessante rumeurs de massacres vrais ou faux ».

Rien n'est plus instructif aussi que de lire les articles « d'époque » proposés par le *Monde 2*, propres eux aussi à infirmer certaines affirmations des nouveaux historiens même si on sait qu'ils ont été soigneusement choisis. Ainsi cet article d'Edouard Sablier daté du 17 janvier 1948, qui annonçait « le bruit des fusils recouvre la voix de l'ONU » ajoutant « on ne peut regarder sans frémir la carte des deux Etats conçus par l'ONU tant sont bousculées nos idées d'Etat continu, de frontières naturelles ou plus simplement d'esthétique ». D'un côté les milices juives et les « terroristes de l'Irgoun » de l'autre l'influence du « Haut Comité sur les Arabes de Palestine s'explique par le prestige de son chef le grand mufti Amin el Husseini dont les extraordinaires aventures font de lui un person-

nage de légende ; ensuite par le terreur qu'exercent les hommes du mufti. L'exemple de la famille des Nachachibis et de Sami Taha, abattus parce qu'ils désapprouvaient la ligne du Haut Comité, engage plus d'un Arabe à la prudence, c'est à dire en l'occurrence à l'action antisioniste ». Selon lui « les colonies sionistes vivent dangereusement (...) Entre toutes, la voie de Tel-Aviv à Jérusalem constitue le problème le plus délicat. Ces 65 kilomètres sont à coup sûr les plus périlleux du Proche-Orient. (...) Sitôt l'armée passée, des francs-tireurs arabes surgissent de chaque bosquet, mitraillent le convoi juif imparfaitement protégé ». Il poursuit « Non seulement les Nations Unies n'ont pas souligné cette volonté [d'appliquer le plan de partage], mais leur silence pudique depuis le vote du 29 novembre pouvait autoriser les mécontents à penser que rien ne serait fait pour imposer la décision internationale ». De même l'article de Jean Paul Aymon « avec les commandos de la Haganah » le 29 mai 1948, donne une image de « soldats sans uniformes, barbus, sales indisciplinés, semblables à nos maquisards, avec des armes de fortune, face à des attaques à « la mitrailleuse lourde ». Celui d'Edouard Sablier daté du 1^{er} juin 1948 explique que la Grande Bretagne choisit « la thèse arabe et, bien plus, réussit à cristalliser autour de cette dernière toutes les aspirations des musulmans du Proche-Orient ».

1967, un tournant ?

Là encore, les médias font place à la variété des opinions., Quand pour Yossi Sarid (*Libération* 7 mai 2008). « Nous savons avec certitude que Ben Gourion pensait que cette guerre [1967] était une erreur et qu'elle conduirait à la destruction de l'Etat qu'il avait fondé », pour Elie Barnavi (*Nouvel Observateur*) « 1967 permettrait en fait la réalisation de l'accord de 1947 à la suite d'un chassé-croisé assez étonnant : avant 1967, il n'y avait pour nous rien à négocier parce que nous ne pouvions pas aller en deçà de notre territoire de 1948. Le choix était clair. Disparaître ou se battre. Après 1967, nous avons des cartes à offrir. D'ailleurs, le langage arabe change. On parle moins d'entité sioniste et davantage d'Israël. La revendication n'est plus « jetez les Juifs à la mer », mais « rendez – nous ce que vous nous avez pris en 1967. Hélas, l'histoire là encore est aveugle ! parce que au moment précis où les Arabes comprennent que les Juifs sont là pour rester (...) nous, nous ne voulons plus jouer ». La raison du blocage : « la faiblesse politique partout » des Israéliens, des Palestiniens et des Arabes, des USA sur-tout...

Si pour Avi Shlaïm (*La Croix*) : « La guerre des Six jours a fait croire qu'Israël était en sécurité dans les mains des militaires », Zeev Sternhell, affirme dans *l'Express* : « Israël ne s'est pas préparé à la guerre des Six-Jours. La victoire en 1967 est tombée du ciel. En face, les Arabes refusaient toute négociation, alors on ne

s'est pas cassé la tête. On a fait ce qu'on savait faire, à savoir développer le pays. Les partisans purs et durs de la colonisation tout comme ses adversaires acharnés étaient une minorité ».

La plupart pensent en tout cas avec Ilan Greilsamer : « que les Israéliens de 1967 n'avaient pas assez prêté attention à quatre choses. Tout d'abord au fait qu'il ne s'agissait pas seulement d'un écrasement de l'adversaire, mais de son humiliation. On se gaussait alors des milliers de chaussures abandonnées par les soldats égyptiens lors de leur fuite dans le Sinaï, et on ne voyait pas assez à Jérusalem, à quel point l'humiliation appelait la revanche (...). Ensuite on n'a pas prêté assez d'attention au fait que la victoire massive avait suscité une dégradation de l'image d'Israël dans le monde. (...) Aux yeux des Européens, Israël-Goliath se transforme en satellite des États-Unis. Autre erreur, celle de ne pas avoir réalisé que l'euphorie de la victoire avait pris, dans la population juive religieuse, un tour messianique (...) . Enfin et surtout, ce qu'on ne pouvait imaginer alors, c'est à quel point la société israélienne changerait radicalement après 1967. (*Libération* – 7 mai 2008)

Shimon Peres lui-même s'interroge dans le *Figaro* : « Notre rêve d'installer un foyer pour notre peuple s'est accompli, mais nous n'avons peut-être pas porté assez d'attention aux rêves des autres. Nous avons été sanctionné pour cela. En soixante ans, nous avons dû nous battre sept fois pour notre existence. Notre rêve était d'exister et non d'avoir à nous battre pour cela en permanence ».

Benny Ziffer, éditorialiste à Haaretz qui s'exprime dans *Libération*, va encore plus loin : « Israël a volé au peuple voisin non seulement le bonheur, mais paradoxalement le désespoir aussi. Les intellectuels israéliens, écrivains et artistes, sont responsables de ce larcin colossal. Dans leurs œuvres ils ont progressivement transformé l'histoire du conflit en histoire de cas de conscience interne, où le Palestinien fait office de toile de fond, de fantasme de catalyseur. Et comme le désespoir est devenu un monopole israélien, celui des Palestiniens a pris un autre nom : il s'appelle 'la terreur'. ».

Israël aujourd'hui

C'est un certain nombre de clichés qui sont passés en revue par les médias : Tsahal, les Kibboutz, le High-tech, les colons, les Russes...

Tsahal

« Tsahal est un melting-pot à l'image du pays (...) C'est le ciment d'unité et de cohésion sociale d'une société israélienne très complexe » dit Véronique Olmi dans *Madame Figaro*. C'était vrai autrefois, répond *Les Echos* mais : « l'armée n'est pas en reste d'interrogations existentielles. Un conscrit sur trois se fait réformer,

contre un sur cinq il y a quinze ans. (...) Malgré ses drones et sa supériorité technologique, l'intervention de Tsahal au Liban en 2006 a laissé à la société israélienne une sensation d'échec ».

Jean Guisnel dans *Le Point* parle à ce propos de « mythe écorché ». Selon lui, « Dans une société israélienne qui semble parfois marcher sur la tête, l'armée, Tsahal, a longtemps fait figure de roc sur lequel chacun pouvait se reposer. (...) Pourtant aux heures glorieuses des faits d'armes rassembleurs ont succédé des épisodes plus noirs ». Les massacres de Sabra et Chatila en 1982 « font figure de trou noir dans l'histoire de Tsahal. (...) Dernière avanée dont Israël n'a pas fini de tirer toutes les terribles leçons : la guerre du Liban contre le Hezbollah à l'été 2006 ». Pourtant, il relativise : « Tsahal demeurerait le meilleur ciment d'une société divisée, sinon écartelée entre ses différentes composantes, notamment religieuse et laïque », ce que conteste Elie Barnavi : « On ne peut pas dire que l'armée rassemble les Israéliens. Ce qui les fait tenir ensemble malgré les contradictions souvent très vives, c'est le fait d'être Juifs ».

Pour Annette Levy-Willard de *Libération*, certaines unités d'élite sont devenues le fief des ultra-orthodoxes. Dans des familles autrefois réfractaires au service militaire, même les jeunes filles y vont aujourd'hui. Et l'armée a dû s'y adapter. La plupart sont partisans du Grand Israël, pourtant '*Quand il faudra évacuer des colonies juives de Cisjordanie, ce sera peut-être un traumatisme national mais il n'y aura aucune révolte dans l'armée*', affirme le « meilleur spécialiste israélien des relations entre l'armée et la société israélienne ». Constat confirmé par Jean Guisnel.

Vincent Hugué de *l'Express* qui fustige « les soldats dopés par l'ivresse du chaos et shootés à l'impunité. Fâcheux, pour une armée qui se prétend '*la plus éthique du monde*' » met à l'inverse « au palmarès des planqués, les haredim – ultrareligieux – exemptés ». Mais tous notent que « ce qui a changé, c'est l'augmentation lente mais régulière du nombre de jeunes qui ne font pas le service militaire ». Même si Christophe Ayad de *Libération* note que les « refuzniks » « n'ont plus la cote ». Aujourd'hui, ils sont affectés « à des unités stationnées à l'arrière » et « en sont quittes pour quelques jours ou semaines d'arrêt ».

L'image traditionnelle de Tsahal, on la trouve paradoxalement dans « Les amazones de Tsahal », déjà cité plus haut, contribution de *Madame Figaro* du 24 novembre 2007 aux célébrations, un reportage de l'écrivain et dramaturge Véronique Olmi qui a suivi Ora et Shani dans le désert du Neguev (« le désert des Tartares »). « Elles ont vingt ans et sont prêtes à mourir pour leur pays ». Pourquoi des jeunes filles qui pourraient être dans les bureaux et ne faire que deux ans de service choisissent-elles de faire 3 ans dans une unité combattante et d'élite ? Tsahal est « une institution incontournable » « dont est issue la majeure

partie de la classe politique », « pas une famille israélienne qui n'ai perdu un fils, un frère, un oncle ou un père à la guerre ou dans un attentat ». (...) Ora et Chani « sont issues de familles aisées », après l'armée, elles partiront loin et longtemps. « Elles feront ce qu'on appelle ici 'le grand voyage' ». « Aujourd'hui, on sait que l'essentiel, c'est d'être là et d'être en vie »

Colons et religieux

Des mouvements divers et minoritaires, mais politiquement influents et prenant de plus en plus d'importance dans la vie israélienne. C'est ce que notent la plupart des médias.

Pour Stéphane Amar (*Libération*) « A Hébron, le divorce est consommé entre colons et gouvernement ». « Depuis des temps immémoriaux, des Juifs vivent à Hébron » dit un colon. Ils reprochent au gouvernement l'évacuation du Sināï puis celle de Gaza. « En réalité l'attitude des autorités envers Hébron illustre à merveille l'éternelle ambiguïté de la politique israélienne face au mouvement des implantations. (...) Les Palestiniens résidant dans le quartier juif ne peuvent le traverser qu'à pied munis d'un laissez-passer délivré par les autorités israéliennes. Les Juifs ont interdiction de se rendre dans le quartier arabe. *'Les incidents graves sont rares'* témoigne Shlomi un jeune soldat affecté à la surveillance du quartier, *'mais pratiquement chaque jour, on déplore des bagarres, des jets de pierres entre Juifs et Arabes'* ».

Vincent Hugué de *l'Express*, qui n'a accordé que quelques lignes à tous les autres aspects de la vie israélienne consacre presque le tiers d'un article de 3 pages intitulé « Soixante ans de solitude » à la question des religieux : « Les rédempteurs sont ici légion, sonnant la charge à l'abri des rouleaux de la Torah. Pour les ultras, la ligne de front passe par Bet Shemesh, cité dont l'essor grignote sans l'engloutir un paysage escarpé et verdoyant, à mi-chemin de la pieuse Jérusalem et de Tel-Aviv la libertine. (...) A Mea Shearim ou Bnei Brak, bastions bigots, sévisent des 'milices de la pudeur' ».

Danièle Kriegel du *Point* note, elle, « la révolution silencieuse des ultra-orthodoxes. (...) Un monde qui assigne aux femmes deux tâches principales : procréer et permettre au mari de consacrer sa vie à l'étude de la Torah sans travailler ». La révolution ? A Modiin Illit en Cisjordanie, « Ces femmes travaillent désormais dans des PME high-tech « du dimanche matin au vendredi midi. (...) Sur leur lieu de travail, tout est *'religieusement correct'* : séparation des hommes et des femmes dans les bureaux et les cuisines qui respectent les lois alimentaires juives. Celles qui viennent d'accoucher bénéficient d'une salle spécialement conçue pour l'allaitement et équipée de tire-lait ». L'objectif : « sauver ces familles de la grande pauvreté ».

Le Kibboutz

Zeev Sternhell a beau rappeler : « Au sommet de sa puissance, le système des kibboutz n'employaient que de 6 à 8 % de la population », pas un dossier qui n'affirme que ce qui était LE « modèle Israélien » est en voie d'extinction. Quand ils survivent c'est au prix d'une modernisation qui leur fait perdre leur identité. C'est ce que note par exemple *Les Echos*. Mais aussi Corine Bensimon de *Libération*, qui rappelle que « depuis 1999, 61 % des quelque 270 kibboutz ont abandonné le collectivisme ».

Selon cette dernière, le modèle du genre est le kibboutz Maagan Michaël, situé sur la côte méditerranéenne. « Fondé en 1949 par un groupe de jeunes juifs nés en Palestine et en Allemagne, Maagan Michaël est le plus grand Kibboutz d'Israël, l'un des plus riches aussi (...) Ici les valeurs des penseurs russes du mouvement kibboutzique, hérité de la révolution manquée de 1905, restent la référence du collectif autogéré : *'démocratie et égalité'* (...) Sa vache à lait, c'est son usine de plastique Plasson, cotée en Bourse. Elle assure 70 % du chiffre d'affaire du kibboutz (...) *'La première fissure, c'était dans les années 80 quand on a décidé de faire appel à des dizaines de travailleurs de l'extérieur parce que Plasson était montée en puissance'* estime Boris Gal. *'Aujourd'hui la moitié des 700 employés de Plasson ne sont pas membres du kibboutz. Il y a d'un côté les salariés indexés sur le marché et licenciables, de l'autre des kibboutzniks tous également rémunérés. (...) On ne peut pas faire grand chose si un kibboutznik ne travaille pas bien.'* *'D'ici à trois ans'* prédit Daphné Assaf née au kibboutz et responsable de son intranet, *'nous aurons sans doute voté le changement'* Pour quel modèle économique ? Avec quelle dose de libéralisme et de mutualisme ?

Même son de cloche chez Danièle Kriegel du *Point* : « Les kibboutz se privatisent » annonce-t-elle en donnant l'exemple de Merhavia, près d'Afoula, fondé en 1929 et privatisé en janvier 2003, ce qui provoque la tristesse des plus « anciens », bien souvent devenus dépendants des aides à la retraite, mais la joie de plus jeunes qui y retrouvent une indépendance décisionnelle tout en regrettant le sens *communautaire*. « On privatise même les kibboutz historiques » dit Daniel Ben Simon dans *Haaretz* repris par *Courrier International*.

L'eau

Aussi étonnant que ça puisse paraître, la question de l'eau et de son partage qui fait habituellement les belles pages des médias est presque totalement occultée dans ces dossiers. Seul *Libération* aborde la question mais uniquement pour évoquer le miracle technique du dessalement de l'eau de mer : « Confronté à la sécheresse, le pays cherche son salut dans la mer ».

High-tech et tension sociale

C'est le thème choisi par Yves Bouillon et Catherine Dupeyron dans *Les Echos* du 10 mai qui sous le titre « Israël se réinvente sous haute tension » affirment : « Inventivité et conflit, voilà les deux fées, ou plutôt la fée et la sorcière, qui se sont penchées sur le berceau d'Israël il y a 60 ans jour pour jour (...) Mais c'est aussi le pays du monde au plus fort taux de création de Start-up, de dépenses en R&D (4,5 % du PIB contre 2,1 % en France) et de part des produits High Tech dans ses exportations : 50 %, deux fois mieux qu'il y a dix ans. Israël a aussi attiré l'an dernier 10 milliards de dollars d'investissements étrangers. » Les auteurs notent aussi qu'Israël est le « cinquième exportateur mondial d'armes ». Et son économie s'est développée grâce aux « liaisons industrie-recherche ».

Paradoxalement, notent les journalistes, face à cette réussite économique, la cohésion du pays est menacée : par les changements de la démographie (pas seulement la population arabe, mais aussi les nouvelles immigrations et la part des religieux), par l'accroissement des inégalités sociales, par les problèmes d'eau, du fait d'un niveau éducatif en baisse et du fait que l'armée ne joue plus son rôle. Selon Catherine Dupeyron et Yves Bourdillon, « les inégalités sociales ont explosé ». Touchant particulièrement deux groupes sociaux : les Arabes et les Juifs ultra-religieux qui auraient « quasiment choisi la pauvreté pour des raisons culturelles ».

Le lien entre High Tech et démunis, *Libération* le fait lui aussi en s'intéressant à Gilles Darmon patron à la fois d'une société de High Tech et d'une ONG d'aide aux démunis. Selon lui, « S'il y a un truc qu'on a raté dans le projet sioniste, c'est bien la dimension sociale. La notion d'égalitarisme était présente dans le projet de Theodor Herzl et cette composante a explosé dans les vingt dernières années ». High tech encore dans le *Figaro* et opposé à nouveau, dans l'éditorial de Pierre Rousselin, à « la pauvreté qui touche des secteurs de plus en plus larges de la population ».

Le Point fait la même opposition entre « une pépinière de hautes technologies » aujourd'hui concurrencée par des pays émergents comme la Chine, l'Inde ou le Brésil, et « la détresse des nouveaux pauvres » qui a créé un système de solidarité si performant que certains pays étrangers comme la Belgique leur demandent de l'aide, « Miracle d'Israël, face à l'Etat déficient, la solidarité a joué et les associations se sont multipliées. 'Il n'y a pas aujourd'hui une grande entreprise qui n'ait sa fondation' assure Gilles Darmon » référence de tous les médias qu'on retrouve aussi dans le *Nouvel Observateur* et dans *l'Express*.

C'est la paix que Vincent Hugué de *L'Express* oppose au High-tech : « A quoi bon d'ailleurs ranimer les promesses des accords d'Oslo (1993) ? Israël affiche depuis trois ans une croissance supérieure à 5 %. Bien sûr à en croire les

experts, elle frôlerait les 7 points en cas d'accalmie durable. Reste que le lien entre paix et prospérité, hier jugé indissoluble, s'est dénoué ».

Sans oublier nous disent Jean-Pierre Perrin et François Sergent de *Libération* une autre réussite en Israël : le vin, « au point qu'il y a maintenant une 'route des vins' en Israël. (...) Bien manger et bien boire fait désormais partie des plaisirs de la vie en Israël ».

Les 12 tribus

Comment définir les « tribus » d'Israël ? Pour les uns ce mot définit la diversité ethnique et religieuse du pays, pour les autres, il s'agit plutôt d'une référence aux divers modes de vie. En fait chacun utilise cette image à sa façon. *L'Express* d'abord qui met sous cette appellation d'un côté « les nouveaux arrivants » (et en particulier les éthiopiens) ou les déçus qui au contraire repartent vers leur pays d'origine (à l'image de certains Français) ou vivent ailleurs, la « web génération », les « guerriers », les « colons », les « parias », les « religieux », les « cerveaux », de l'autre les « Arabes » et les « Russes ». *Courrier International* du 30 avril titre aussi sur « Israël et ses tribus : Ashkénazes, Ultraorthodoxes, Juifs orientaux, 'Russes', Arabes, Juifs éthiopiens... » et propose un article repris de Haaretz : « La réussite d'un creuset national ». Pour *le Point*, il y a aussi les membres d'associations de droit de l'homme qui manifestent toutes les semaines main dans la main avec des Palestiniens contre la barrière de sécurité ou contre les implantations. Mireille Duteil les qualifie comme « Ceux qui ne baissent pas les bras ».

Le *Figaro-magazine* raconte divers exodes : celui des Marocains pour « gagner ce foyer national établi sur la terre promise », mais aussi parce que « les foules devenaient de plus en plus hostiles envers les Juifs » depuis la naissance d'Israël, mais aussi depuis l'indépendance qui avait entraîné « une poussée de nationalisme ». Leur rêve le plus cher ? Revenir un jour à Casablanca... Celui des Falashas aussi, et des Russes « communauté millionnaire » qui refuse bien souvent l'intégration et « la place au soleil des Français d'Israël », quelques uns rentrent en France, mais dans l'ensemble, une population qui « fait son trou ».

C'est aux Ethiopiens que *Match* consacre, sous le titre « Juifs d'Ethiopie. Dernier voyage vers la terre promise », un documentaire de quatre pages dans son édition du 30 avril. Carnet de voyage de Radu Mihaileanu (auteur du film « Va, vis et deviens »), les candidats au départ – Falashmuras ou marranes d'Ethiopie – sont suivis depuis leur village d'origine jusqu'à leur arrivée en Israël, en passant par leur « embarquement discret dans la nuit ». Au centre d'intégration où ils passeront deux ans, « ils découvrent l'électricité et l'angoisse ». La plupart ne « savent ni lire ni écrire, ils n'ont jamais eu accès à l'électricité, au gaz, à la télévision, aux ordi-

nateurs, au système bancaire, les enfants s'adaptent bien plus vite que les parents, bouleversant la hiérarchie familiale ». Les femmes aussi s'affranchissent, « laissent les hommes à la maison enfermés dans un désarroi complet ».

Les Russes et les Falashas sont aussi les deux « tribus » auxquelles s'intéresse le *Monde* 2. Un long article sur les Russes qui « ont créé leur *Little Russia* », mangent russe, lisent russe, se marient entre eux. Et sont « assez juifs pour défendre le pays, mais pas assez pour être inhumés dans les cimetières militaires », mais juste un entrefilet sur la migration des Falashas.

Libération s'attarde sur le sort des convertis dans le « viseur des rabbins » mais examine surtout les nouvelles modes israéliennes, comme ces « villages de méditation populaire installés dans le Neguev ». Tous considèrent comme une « tribu » à part les « branchés » de Tel Aviv, croquée par la plupart des dossier comme une ville qui ne s'arrête jamais de vivre, face à la religieuse Jérusalem. Sport, architecture, musique, théâtre, télévision, cinéma, sont autant d'aspects de la vie israélienne que nous présentent *Libération* ou le *Point*.

Pour le sociologue Eliezer Ben Israël interrogé par Michel Bôle-Richard dans le *Monde* 2. « Dans les premières décennies de l'Etat d'Israël, les fondateurs voulaient créer une société plus homogène, parlant hébreu, avec une symbolique commune où les bagages issus de la Diaspora devaient être complètement laissés de côté. Cela ne s'est pas limité à une idéologie de rassemblement. Il y a eu une fusion dans la nation de tous les exilés qui mettait de côté deux groupes. Les Arabes israéliens qui ne participaient pas à la détermination de l'identité collective prédominante et les ultra-orthodoxes qui n'étaient pas sionistes et refusaient d'être des juifs israéliens normaux. Pour le reste, il y a eu un jacobinisme à l'israélienne qui est un jacobinisme idéologique. Après une génération, il est difficile de reconnaître un Grec, d'un Bulgare, d'un Polonais, voire d'un Egyptien. Ces groupes se sont fondus rapidement dans une culture séculière, ouverte, libérale, nationale qui répondait à ce qu'ils étaient venu chercher. Ils ont hébraïsé leur nom. (...) Mais d'autres groupes sont venus en Israël avec un autre état d'esprit qui n'est pas laïque comme les Marocains, les Yéménites, les Kurdes, ets Ethiopiens. Pour eux, Israël est l'antichambre de l'ère messianique. (...) Sans parler aujourd'hui de la communauté russe, la minorité la plus nombreuse qui commence à peser d'un poids politique de plus en plus important (...) Toutefois, il faut souligner que ce n'est pas le communautarisme qui prédomine mais la non ethnicité ».

Les Arabes

« 60^e anniversaire d'Israël – Ahmed, Palestinien, pleure sa maison perdue » (*Le Parisien* – 14 mai 2008), « En Palestine, soixante ans après la « catastrophe » (*Libération* – 16 mai 2008). Le 17 mai, *Le Monde* enquête sur « le réveil des Pales-

tiniens d'Israël » : « Le temps de l'Arabe soumis et obéissant est terminé (...) Nous voulons mettre fin à la ségrégation, à l'oppression, à l'apartheid. Nous voulons l'égalité des droits, les mêmes chances ». Les médias assurent « l'équilibre ». Selon François Sargent de *Libération* (Editorial – 7 mai 2008), « Israël vit dans l'illusion que les Palestiniens ont disparu, cachés par le mur en Cisjordanie, enfermés à Gaza, oubliés par le reste du monde ». Idée qui est aussi celle d'Avraham Burg dans le *Monde* : « Longtemps le peuple palestinien n'a tout simplement pas existé à nos yeux. Les Palestiniens demeurent pour de nombreux Israéliens une réalité virtuelle »

D'un côté des témoignages douloureux, tel celui d'Elias Sanbar qui évoque dans le *Monde* 2 son retour à Haïfa et sa visite à l'ancien cimetière aujourd'hui en quartier juif qui selon lui serait non seulement à l'abandon mais aurait été vandalisé, les pierres tombales « dérobées pour les revendre ou les réutiliser dans quelques constructions » et dont la porte aurait été brûlée. Réalité ou fiction ? La description correspond presque mot pour mot à celle qui est faite de l'état des cimetières juifs restés en zone arabe... Ou ceux recueillis par François Sargent de *Libération* : « De l'autre côté et dans un cruel jeu de miroir, la dépression et la désolation habitent la population palestinienne », « 'ça n'a jamais été aussi sombre, sans espoir, sans visibilité, sans avenir', raconte Mohamed Shaheen, *Palestinien modéré*, doyen à l'université al-Qods, qui subit à Ramallah l'occupation israélienne. 'Nous vivons la Naqba sans fin, nous n'avons aucune maîtrise de nos vies' » poursuivant dans un curieux mélange des causes « Pratiquement toutes mes étudiantes sont voilées, les chrétiens s'en vont ainsi que les Palestiniens les plus ouverts sur le monde. Cette diversité de la population était une caractéristique essentielle de la culture palestinienne, et nous sommes en train de la perdre » Pour François Sargent, « Gaza est une prison pour un million et demi de Palestiniens ».

De l'autre des images plus en demi-teinte, comme ce tableau dressé par les *Echos* : les jeunes Arabes « estiment souffrir d'ostracisme » et se sentent solidaires des Palestiniens des territoires, tandis que les Juifs israéliens doutent de « leur loyauté en cas de conflit » mais « nombre d'allocations et d'emplois étaient jadis réservés aux jeunes gens ayant accompli leurs trois années de service. Toutefois, ces discriminations ont été levées, et, sur le papier, les Arabes jouissent aujourd'hui de tous les droits politiques et sociaux, peuvent acheter librement leur logement, ont des députés. Et ils sont souvent commerçants, enseignants, comptables, alors qu'en 1948, 80 % d'entre eux étaient des paysans ».

Ou comme cette coexistence qui même en danger survit à Haïfa ville présentée dans *Libération* comme un « laboratoire de la tolérance », mais aussi comme « un argument marketing » où « la gauche reste majoritaire dans la communauté

arabe, mais cède du terrain aux islamistes » et où « on se parle en cours, on ne se mélange pas dans la vie ». Pendant la guerre du Liban « Les Katiouchas ont frappé sans distinction (...) Mais c'est dans les têtes que les roquettes ont fait le plus de dégâts. Lorsque Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah a demandé aux Palestiniens de quitter Haïfa, les Juifs se sentis trahis ; le fantasme d'une 'cinquième colonne' s'est matérialisé. (...) Sans se réjouir d'être bombardés, les Palestiniens se sont tous félicités de la 'leçon' infligée à 'l'arrogance' israélienne. ». Mais le maire de Haïfa « aime à rappeler qu'après l'attentat contre le restaurant Maxim (21 morts juifs et arabes) commis le 4 octobre 2003 par une kamikaze, une banderole avait été déployée : 'Vous ne tuerez pas la coexistence entre Juifs et Arabes' ». (7 mai 2008).

Ou encore ce témoignage recueilli aussi par *Libération*, qui explique que « De plus en plus de familles arabes aisées s'installent dans les colonies », que ce soit pour ne pas céder le terrain (« cette terre n'est pas la leur. Pourquoi n'aurions nous pas une maison sur notre propre terre ? ») ou pour avoir de meilleurs services ou un environnement plus sécurisant pour les enfants. Les relations avec les voisins juifs « sont cordiales mais se limitent à 'bonjour, bonsoir'. Nous ne voulons pas les recevoir. Ni que nos enfants jouent avec les leurs » avec en retour la crainte pour les habitants juifs que leurs maisons ne perdent de la valeur. Reportages qui mettent à mal les déclarations de Mustapha Barghouti à la page suivante selon qui « Israël a créé la pire forme d'apartheid au monde »

Comme aussi ce portrait de Sayed Kashua, cet écrivain arabe israélien – seul invité arabe du Salon du livre du fait qu'il écrit en hébreu, auteur d'un feuilleton culte sur une chaîne de télévision israélienne et représentant d'un certain vécu paranoïaque de « l'arabité » en Israël – qui est mis en avant dans bon nombre de dossiers. Ostracisé parfois en tant qu'Arabe par les Juifs, mal vu par les Arabes qui ne lui pardonnent pas son éclatante réussite au sein du monde juif et le considèrent comme un traître, il l'écrit de façon caustique qui n'exclut pas parfois une certaine animosité dans la presse, comme dans ce *Rebond* du numéro spécial de *Libération*,

Concernant les Arabes d'Israël Eliezer Ben Rafaël se veut optimiste (*L'Express*) : « Dans le cas des Arabes comme dans celui des Juifs, un réflexe identitaire est à l'œuvre, mais les uns et les autres se considèrent comme des Israéliens ».

S'agissant des Palestiniens des territoires, Mireille Duteil dans *le Point* cite Arik Ascherman qui dirige l'association des Rabbins pour les droits de l'homme : « Le pire, c'est cette incontestable coupure qui s'est creusée entre les deux sociétés, l'israélienne et la palestinienne. Elle est devenue un abîme depuis la seconde Intifada en 2000. Les Israéliens, y compris la gauche et le camp de la paix, n'ont pas digéré la violence palestinienne et l'emploi des armes alors

qu'ils avaient soutenu les Palestiniens lors de la 'guerre des pierres' pendant la première Intifada, à la fin des années 80. '*Les Palestiniens nous ont trahi*' disent-ils. De leur côté, les Palestiniens n'ont pas compris cette attitude de la gauche israélienne. '*nous avons été abandonnés par le camp de la paix. Nous avons tant d'espoir après Oslo*'» Pour Jonathan Nadav, éditeur à Tel Aviv, « même lorsqu'il y avait des relations entre Israéliens et Palestiniens, c'était toujours sur le mode exploitant-exploité ; maintenant, c'est le mode occupant-occupé »

Elie Barnavi, lui, affirme dans le *Nouvel Observateur*, « Les Palestiniens ont été déresponsabilisés, inconsciemment peut-être, par l'intelligentsia européenne en général et française en particulier ». Ce que confirme la lecture de la plupart des dossiers, qui semblent avoir intégré la conclusion à l'analyse du monde arabe que fait Henri Laurens dans le *Monde 2* de novembre/décembre 2007 : « Au Moyen-Orient, on ne parle pas de revanche, mais de ressentiment. On en revient toujours aux croisades, etc. Les pays moyen-orientaux attendent de nous que l'on fasse quelque chose pour eux. En même temps ils nous adressent de multiples reproches ».

L'un des rares moments où les Palestiniens semblent considérés comme des acteurs, c'est quand Patrick Saint-Paul du *Figaro* affirme que Sari Nusseibeh « juge sévèrement les erreurs de Yasser Arafat. '*Il avait la volonté de construire des institutions pour jeter les bases solides d'un Etat palestinien. Mais il n'avait pas le savoir faire. Au lieu de construire un Etat, les dirigeants palestiniens se sont complus dans la corruption et ont travesti la démocratie. (...) Les gens regrettent l'occupation. Avant les accords d'Oslo, on pouvait étudier, avoir un emploi, aller à la plage, prier à Jérusalem, circuler librement.* » Notons aussi dans le Hors série du *Monde 2* de novembre 2007 cette interrogation sur le rôle du Hamas qui aurait « tiré profit d'erreurs israéliennes, mais dont l'élection est due aussi à la corruption et au clientélisme du Fatah et à son activité sur les campus et dans les organisations professionnelles ».

Et les relations avec les pays arabes ? Dans le numéro spécial de *Libération*, Claude Guibal parle pour les Egyptiens d'une « normalisation interdite avec Jérusalem : « Ici on peut débattre sexualité, voire religion, mais pas d'Israël ! C'est le tabou absolu » affirme une étudiante du Caire. Et de fait, si la paix est signée, « l'accusation de collusion avec Israël reste un anathème utilisé aussi bien dans les affaires de mœurs que pour dénigrer des personnalités trop influentes. En 2000, l'Egypte s'est aussi mise à fredonner le tube de l'année : « *Bakrah Israël* » (« je déteste Israël »).

La France et Israël

Si quelques dossiers rappellent le phrase de de Gaulle en 1967 et l'invention de la « politique arabe de la France » à cette occasion, le *Figaro* est probablement

le seul à débiter son dossier sur les 60 ans d'Israël par un long article d'une page entière consacré à un épisode assez peu connu dans ses détails – bien qu'on en ait beaucoup parlé – « comment la France a aidé Israël à avoir la bombe ». Isabelle Lasserre explique comment, dans les années 1950, Paris et Tel-Aviv « mus par une hostilité commune contre l'Égypte de Nasser³⁸ ont coopéré étroitement dans la recherche atomique », et comment « lorsque de Gaulle revient au pouvoir en 1958, il ordonne l'arrêt de la coopération nucléaire avec l'État hébreu » car il veut « réorienter la politique étrangère de la France dans le sens plus favorable aux pays arabes, surtout après les accords d'Évian sur l'indépendance algérienne en 1962 ». Sans compter qu'il estime qu'il n'a plus besoin des Israéliens pour faire progresser la recherche. « Mais surtout, il veut assurer le caractère français de la bombe, recentrer l'outil de dissuasion sur le territoire national » indique³⁹ ».

C'est par le biais du rapport des intellectuels au sionisme que Nicolas Weill aborde cette « passion française » dans le *Monde2*. Il distingue plusieurs périodes dans ces rapports : les débuts du sionisme avec la tension qui se retrouve dans les *Cahiers de la Quinzaine* de Péguy qui publie les auteurs sionistes comme André Spire ou Israël Zangwill, mais aussi les frères Tharaud auteurs dont les reportages sur la Palestine sont à teneur nettement anti-juive. Et déjà l'opposition est vive entre les sionistes et ceux qui comme Sylvain Lévi, président de l'Alliance Israélite et professeur au Collège de France l'estiment incompatible avec le patriotisme français. Une deuxième période irait de 1945 à 1967. La figure emblématique de cette période est Sartre et ses *Temps modernes* qui s'essaie à un équilibre difficile entre deux causes qu'il considère toutes deux comme légitimes, au contraire d'un Gilles Deleuze très engagé pour les Palestiniens. La guerre de 1967 ouvre une période de forte mobilisation des intellectuels en faveur d'Israël, mais très vite survient la troisième période avec la victoire éclair et la « mercuriale » de de Gaulle. Au cours de cette période, on retrouve Mauriac ou Malraux aux côtés d'Israël, et surtout Aron qui s'oppose à Claude Lévi Strauss « qui adoptant contrairement à Aron l'attitude classique de réserve des bourgeois juifs français face à l'imputation de double allégeance, estime qu'en manifestant une solidarité bruyante avec l'État d'Israël, les Juifs de France avaient mérité le 'coup de semonce' du Général. Mais ces débats seraient dépassés aujourd'hui. « Pour une partie des intellectuels *antitotalitaires*, (...), l'attachement à Israël va de pair avec la critique du tiers-mondisme et du communisme (...) le discours anti-israélien reste vif chez des intellectuels d'extrême gauche ». Le caractère juif d'Israël devenant le « contretypé » à défendre ». Ce que confirme Christophe Ayad dans *Libération* du 2 mai quand il explique qu'après la bataille de Karameh, le 21 mars 1968, « en Occident, les guerilleros

palestiniens rejoignent aussitôt les Vietcong et les barbudos castristes au panthéon de la gauche. Le voyage à Amman devient un « must » : Jean Luc Godard et Anne Marie Miéville viennent tourner *Ici et Ailleurs* dans un camp de réfugiés palestinien en 1969 ; Jean Genet découvre la cause palestinienne. Après les massacres de “Septembre Noir” qui marqueront en 1970 le début de la fin de la présence militaire de l’OLP en Jordanie, ce sera au Liban d’accueillir les activistes de la terre entière, des Blacks Panthers américains à l’“armée rouge japonaise”, en passant par la Rote Armee Fraktion allemande ».

Israël face à son avenir

Les menaces

« Le seul Etat qu’une partie non négligeable de la planète, dont un Iran peut-être bientôt nucléaire, rêve de voir disparaître. Alors qu’il est devenu le 59^e membre de l’ONU dès 1951. » (*Les Echos*, 10/05/2008, Yves Bouillon et Catherine Dupeyron). « Le lieu le plus dangereux pour les Juifs » (Dominique Vidal – *Témoignage Chrétien*, 8 mai 2008).

Joann Sfar et le Grand rabbin Sirat répondent dans leur entretien du *Monde des Religions*. « Je suis attaché à l’Etat d’Israël parce qu’il a constitué un refuge pour mes ancêtres, et ce dès le XIX^e siècle. Je ne place pas toute ma mythologie juive en Israël, mais je veux que les Juifs aient un Etat pour se défendre eux que l’Europe entière a voulu massacrer. » dit le premier. Et le deuxième ajoute : « Quand au sionisme moderne il prend acte des persécutions antisémites et exige que les Juifs aient un Etat, et donc une armée, et donc, malheureusement, des morts. »

Ce que reformule Shlomo Ben-Ami, ancien ministre des affaires étrangères d’Israël dans le *Figaro-magazine* du 10 mai : « La révolution sioniste signifia ainsi que les Juifs devenus Israéliens devaient exceller en matière d’agriculture et de guerre, deux domaines qui n’avaient jamais correspondu au stéréotype historique du Juif ». Il poursuit : « C’est le paradoxe de l’existence d’Israël, un sentiment de puissance mêlé à une peur apocalyptique de l’anéantissement. L’histoire d’Israël a été jalonnée de réactions traumatiques à toute initiative qui pourrait toucher sa sécurité. L’expérience historique des Juifs ne les incite pas non plus à la conciliation ».

Israéliens et journalistes français ressentent cette menace : « Il y a un doute, une interrogation sur l’existence même de l’Etat. (...) L’impression que soixante ans plus tard, les menaces s’aggravent ; on se demande jusqu’à quand cela va durer de ne pas être acceptés (...) C’est comme si la valise était toujours là, comme si la création de l’Etat n’avait pas mis fin à notre sentiment d’être toujours des survivants » (Daniel Bensimon, chroniqueur politique de *Haaretz*, propos rapportés par *Libération* du 7 mai)

Pour Isabelle Lasserre du *Figaro*, « Les ambitions nucléaires de l'Iran et l'intransigeance de Mahmoud Ahmadinejad qui estime qu'Israël devrait être 'rayé de la carte' ont potentiellement rétabli la menace existentielle qui pesait contre l'Etat hébreu avant la guerre des Six-Jours de 1967 ou pendant la guerre de Kippour de 1973. Selon la publication britannique spécialisée *Jane's Intelligence Review*, la menace est plus sensible encore depuis la publication, en décembre 2007 à Washington, du rapport des agences de renseignement américaines, le NIE, qui, en relativisant la menace nucléaire iranienne a rendu improbable une intervention militaire des Etats-Unis. La peur de se retrouver seul face à l'Iran nourrit les rumeurs d'une intervention militaire israélienne contre les installations iraniennes ».

Ce qui est en effet conforme à l'avis d'Ehoud Olmert recueilli dans *Match* : « La possibilité que le régime fondamentaliste iranien se dote de l'arme nucléaire est la plus sérieuse. Cela ne signifie pas que les Syriens ou le Hezbollah au Liban soient des voisins plaisants et bien disposés à notre égard. Mais ça, on gère. Avec l'Iran, aucun compromis n'est possible. Ces extrémistes religieux ont leur ordre du jour, n'en démordent pas (...) Pour eux, Israël n'est qu'un objectif à détruire ».

Haïm Gouri (*La Croix*) voudrait, lui, être rassurant : « Le Proche-Orient est une région terrible qui ne tolère pas la faiblesse. Nous vivons sur la ligne de rupture. Dans la longue course de relais engagée il y a 60 ans, une arme tient lieu de témoin, que nous passons de génération en génération. Mais nous ne sommes plus au temps de « Nuit et brouillard ». Je suis convaincu que les peuples de la région, y compris en Iran, ne sont pas tentés par la catastrophe. » Crainte réelle ou fantasmée ? Tom Segev explique dans le dossier de *L'Express* qu'Israël a toujours présumé « qu'il fallait être fort pour repousser les attaques combinées des armées arabes, mais il n'a jamais été sûr de sa supériorité. Israël a toujours paniqué, eu peur d'être rayé de la carte. ». « Les gens ne croient plus à la paix. Entre léthargie et cynisme, ils savourent l'illusion de quiétude que procure le Mur (...) Pis, la menace atomique nous plonge dans une merveilleuse régression : comme à la veille de la guerre des Six Jours (1967) rien n'est de notre faute, puisque la nation survit entourée d'ennemis acharnés à la détruire » ce qui fait dire au journaliste Vincent Hugeux « La Terre trois fois sainte cède au culte de l'afrada, la séparation. (...) claquemurée entre une bande de Gaza sous cloche et une Cisjordanie verrouillée, la patrie de Ben Gourion rêve d'abolir son orientalité pour s'arrimer à l'Occident. ».

Quel est le vrai danger ? Avraham Burg affirme dans le *Nouvel Observateur* : « En 1967, la question de la sécurité d'Israël a cessé d'être un objectif pour devenir un problème », il poursuit dans *Libération* : « Israël est une réalité

solide qui ne peut plus être mise en cause. Notre économie est une des plus florissantes au monde. Nous ne sommes plus seuls face à nos ennemis : le Hamas, le Hezbollah et l'Iran menacent l'ensemble du monde occidental ». Mais ajoute dans *Le Monde* : « Le temps ne joue pas en faveur d'Israël. Le danger stratégique majeur ne vient ni du terrorisme, ni de l'intégrisme islamique, ni même de la force nucléaire iranienne – tout risque que je me garderais cependant de sous-estimer. Il tient à ce que nous sommes en train de rater la solution de 'deux Etats pour deux peuples'. Israël a été kidnappé par les colons et la Palestine par le Hamas qui se retrouvent dans une situation dialectique de partenariat politique ».

Un Etat ou deux Etats ?

Cette question évoquée par Avraham Burg hante tous les esprits.

« Israël doit-il rester un Etat juif ? » interroge sans ambages le sociologue Amitai Etzioni dans la page « débats » du *Monde* du 11 mai. Lui même répond immédiatement à sa propre question : « Autant demander s'il est bien nécessaire que le pape soit catholique. Les défenseurs des droits individuels se posent tout de même la question, en s'inspirant d'arguments déjà fourbis dans certains pays où l'on appelle à mettre l'identité nationale en sourdine afin que les minorités se sentent plus à leur aise et évitent d'engendrer des terroristes. Ce type d'argument refuse de prendre en considération l'apport bénéfique de la communauté nationale, de ses valeurs fondamentales et de son identité, ciment qui empêche une nation de tomber en morceaux ».

Israël projet communautaire ? s'interroge un autre sociologue Eliezer Ben Rafaël (*l'Express*) « Les Juifs israéliens ne se voient pas ainsi. Ils se considèrent non comme une communauté juive dans le Moyen-Orient, mais comme une nation juive dans le monde juif. (...) Le fond de cette problématique est dans l'origine de la judéité elle-même, quand religion et peuple étaient un. (...) La continuité du projet des fondateurs est dans cette tension entre les Juifs (comme nation) et la judéité (comme religion). (...) Les Israéliens peuvent s'entre déchirer, et ils ne s'en privent pas, mais ils possèdent une identité propre. (...) ! Le consensus demeure sur un projet – à savoir, un Etat juif ».

Mais comment conserver le caractère juif d'Israël ? Pour Shlomo Ben-Ami (*Figaro-magazine*, 10 mai 2008) « En ce soixantième anniversaire, Israël est confronté à un inquiétant dilemme. La solution des deux Etats qui assurerait à Israël de demeurer un Etat juif et démocratique est en péril si aucun accord n'intervient avec les Palestiniens ». Même argument pour Dominique Vidal – qui n'est pas par ailleurs un opposant farouche à l'Etat binational -dans *Témoignage chrétien* : « Concrètement avec le différentiel démographique, les habitants du

'Grand Israël' malgré la colonisation, seront en majorité arabes. Soit un Etat palestinien verra le jour, 'sauvant' ainsi paradoxalement le caractère juif de l'Etat d'Israël, soit ce dernier finira en régime d'apartheid. »

Zeev Sternhell s'inquiète dans *L'Express* : « Je n'accepte pas cette idée d'un Etat binational dont on entend beaucoup parler ces temps-ci. Je préférerais vivre à Paris ou à New York, où je serais très bien. En même temps, un Etat où les non Juifs ne seraient pas des citoyens égaux, un Etat colonial, cela m'est également insupportable. La seule solution, je le dis depuis trente ans, c'est le partage de la terre. C'est à dire le retour sur la ligne verte avec quelques accommodements et le renoncement de la part des Palestiniens au droit au retour. Mais il faut faire vite. Si l'on perd encore quelques années, à l'allure où va la colonisation, il ne sera plus possible de tracer des frontières. En 2050, entre le Jourdain et la mer Méditerranée, il y aura 20 millions d'habitants. Si nous n'arrivons pas à créer d'ici là des conditions de coexistence, ce sera un désastre ». Dans le *Monde 2*, il ajoute que « le droit au retour que réclament les Palestiniens, c'est le refus de reconnaître les acquis de la guerre d'indépendance ».

Même solution et mêmes inquiétudes chez Avraham Burg dans *Libération* du 7 mai 2008 « Nous savons tous désormais quelle est la solution au conflit avec les Palestiniens : division de Jérusalem, retour aux frontières de 1967, abandon du droit de retour des réfugiés par les Palestiniens et de la souveraineté sur les lieux saints par les Israéliens ». Dans le *Nouvel Observateur*, il précise : « Malheureusement je crois que les jours de la solution à deux Etats sont comptés. Un Etat unique, avec des maîtres et des esclaves, c'est vers quoi nous irons si Israël n'est pas prêt à se libérer des colons qui l'ont pris en otage. Un Etat unique, c'est aussi à quoi rêvent les Palestiniens, car ils savent qu'un jour ou l'autre ils y représenteront la majorité. Il y a donc sur ce point une sorte de coopération dialectique entre les Palestiniens et les nationalistes extrémistes israéliens. Alors que dans le *Monde 2*, il s'exclame : « le sionisme est mort et ses agresseurs sont installés dans les fauteuils du gouvernement à Jérusalem » et s'exprime dans un langage beaucoup plus violent.

La démographie est évoquée en argument par de nombreux journalistes ou experts pour souligner l'urgence de la partition. Par exemple Patrick Saint Paul du *Figaro* : « Côté israélien, une majorité de la population est acquise aujourd'hui à la solution de deux Etats vivant côte à côte en paix. Conscient du danger existentiel que fait peser la démographie palestinienne sur Israël, le premier ministre Ehoud Olmert s'est converti à l'idée d'un Etat palestinien ».

Pour Eyan Hallaq, psychologue à Jérusalem-Est et possédant la carte d'identité israélienne, cité par Mireille Duteil dans *le Point*, c'est pour préserver la paix qu'il faut deux Etats « *Nous sommes dans nos boîtes respectives. Les deux*

sociétés vivent dans la crainte de la xénophobie de l'autre'. Verdict : 'Elles ne pourront se retrouver qu'après s'être politiquement et totalement séparées. »

De son côté, Sari Nusseibeh répond : « Le problème, c'est la synchronisation entre la prise de conscience de la société israélienne et de ses dirigeants et la réalité. Plus les Israéliens sont conscients qu'il n'existe pas d'autre solution que deux Etats, moins cela devient réaliste à cause des faits sur le terrain ». Il ajoute : « Je suis terrifié maintenant à l'idée d'un Etat palestinien. Si cela doit devenir un Etat du Hamas, je n'en veux pas. Ni d'un Etat où la corruption et le népotisme sont répandus à tous les étages, comme au sein de l'Autorité palestinienne ». Il menace même : si les pourparlers actuels n'aboutissent pas, les Palestiniens « se battront pour un seul Etat avec les mêmes droits pour tous. Israël est au bord du désastre et de l'autodestruction ». La seule façon affirme-t-il pour Abbas « de renoncer au droit au retour serait d'obtenir une concession sur Jérusalem. (...) Et le seul moyen pour Olmert de faire accepter la restitution de Jérusalem-Est sera d'obtenir en échange la garantie de survie d'Israël en tant qu'Etat juif, grâce à l'abandon du droit au retour ».

Tandis que Mustapha Barghouti veut ne voir qu'une question de droit : « La légitimité Internationale d'Israël repose sur le plan de partage de l'ONU de 1947 qui prévoit la création d'un Etat palestinien et d'un Etat juif sur le territoire de l'ancien mandat britannique. Le fait que les Etats arabes aient refusé ce plan de partage et aient déclaré la guerre à Israël n'y change rien. Jusqu'à aujourd'hui la légitimité d'Israël est conditionnée par la création d'un Etat palestinien » (*Libération* 7 mai 2008)

Qui est à l'origine de l'idée d'Etat bi-national ? Pour le *Jerusalem Report* repris par *Courrier International*, l'idée qui fut « Ironie de l'histoire (...) d'abord une idée juive » refait surface chez les intellectuels palestiniens, jadis acquis à la solution de deux Etats.

Elias Sanbar au contraire, qui par ailleurs affirme que « le défi aujourd'hui demeure : une solution juste fondée sur la reconnaissance mutuelle dans le cadre de deux Etats voisins et graduellement réconciliés », affirme dans le *Nouvel Observateur* qu'à l'origine était une proposition faite en 1947 par Jamal al-Husseini d'un seul Etat « indépendant et souverain » avec « citoyenneté pour tous ». Une « occasion manquée » qui « si elle avait été saisie aurait évité aux deux peuples concernés, palestinien et israélien, les décennies de conflit qui allaient suivre, avec leurs morts et leurs souffrances ».

Si pour la plupart des Israéliens, l'Etat binational est un spectre qui se profile en cas d'échec des négociations et pour les Palestiniens un épouvantail agité devant les Israéliens, pour Nafez Assaily – « animateur de la Bibliothèque roulante pour la Paix et la Non-Violence » dont « les deux modèles [sont] Gandhi et Mar-

tin Luther King », cité par René Backmann du *Nouvel Observateur* du 8 mai 2008 – c'est un idéal : « Il n'y a que deux choses que nous n'avons pas essayées ici : la non violence et un Etat binational où coexisteraient Israéliens et Palestiniens ». « Désobéissance civile » et « Etat binational », c'est aussi ce que prône Hassan Jabareen, avocat de la minorité arabe, dans le *Nouvel Observateur* du 8 mai 2008.

Ike Aronowicz, ancien capitaine de *l'Exodus*, est l'une des rares personnes interrogées à prôner un « Grand Israël », mais un « Grand Israël » un peu particulier : « Israël n'est qu'une petite partie de la terre qui nous était destinée. Il ne fallait pas transiger. L'ONU croyait nous avoir fait un cadeau. Mais en réalité, elle n'avait aucun droit de nous offrir ce que Dieu nous avait déjà promis. L'Etat d'Israël doit rester un outil pour rétablir le peuple juif sur l'ensemble de sa patrie. La solution à deux Etats n'est pas viable. Je ne veux pas chasser les Palestiniens qui ont le droit de rester sur cette terre pour vivre en paix avec nous. Mais nous devons bâtir un seul Etat avec les mêmes droits pour tous ». Une idée qui ressemble à s'y méprendre à l'Etat binational.

Mais un Etat peut-il rester « juif » et démocratique ? c'est la question qui traverse de nombreux dossiers.

Si dans le *Figaro*, Tom Segev affirme que « pour les sionistes il n'existait pas de contradiction entre le développement sioniste du pays et le bien-être de tous. Ils avaient le sentiment qu'ils apportaient une bénédiction à cette terre en la développant et que les Arabes bénéficieraient de notre présence ». Le sociologue Eliezer Ben Rafaël est bien plus dubitatif dans *l'Express* : « En Israël, le défi consiste à accorder un maximum de démocratie et de libertés dans un Etat qui reste par nature un 'Etat juif'. Or pour un pays, être 'juif' et 'démocratique' cela n'a rien à voir. C'est contradictoire, même, et les non-juifs israéliens en savent quelque chose ». Ce qu'affirme encore plus violemment un étudiant arabe israélien de Haïfa interrogé dans le *Monde* du 17 mai : « Nous sommes contre l'Etat d'Israël en tant qu'Etat juif, car juif et démocratique c'est contradictoire. La démocratie c'est pour tout le monde ».

Tandis que Vincent Hugué dans *l'Express* affirme : « Israël danse avec ses minorités un tango insolite : un pas en avant, deux pas en arrière. On interdit au Palestinien de Cisjordanie d'accéder à la citoyenneté de son épouse israélienne, voire de la rejoindre. Tandis que le rabbin antisioniste new-yorkais obtient en un clin d'œil le passeport d'un Etat qu'il juge illégitime »

En conclusion à cette longue analyse, on peut confirmer le désir assez général de prendre de la distance au « sang et aux larmes » – aux haines parfois – qui envahissent nos petits écrans dès lors que le mot « Israël » est prononcé pour

retrouver un peu de profondeur dans l'analyse, qu'il s'agisse de celle du passé, du présent ou du futur. Peut-être pour cette raison, certains thèmes ont été peu ou pas traités, au moins dans les dossiers que dont nous avons analysé. L'eau, les colonies, les frontières, ces thèmes ont été abordés mais de façon non polémique. La question brûlante des massacres de 1948 a été soit « oubliée » – Deir Yassine ou Sabra et Chatila ne figurent même que dans peu de chronologies – soit traitée au hasard d'une phrase ou pour les remettre dans le contexte. Parmi les omissions, on peut aussi regretter par exemple que si on fait allusion dans les parties historiques à la déclaration Balfour, il y ait une absence quasi-totale de l'histoire du Moyen-Orient en général et de la Palestine en particulier avant 1914, sous régime ottoman, puis entre 1914 et 1945, ainsi que de ses découpages dans la foulée de la décolonisation. Par contre il faut saluer une vision globalement « positive » de la vitalité israélienne.

notes

1. Le *Monde 2* par exemple sort un Hors série « Moyen-Orient » en novembre-décembre 2007, constitué presque entièrement par la reprise d'articles anciens de Gilles Paris et Stéphanie Le Bars, et un « Spécial Israël » plus original en mai juin 2008.
2. Incorporant un encart qui affirme « Nos envoyés spéciaux sont partis ausculter la société israélienne d'aujourd'hui » mais de fait réalisé presque entièrement par Pierre Barbancey avec une participation ponctuelle de Françoise Germain-Robin. Pierre Barbancey est ce journaliste qui a obtenu le prix Bayeux des reporters de guerre pour un « reportage » intitulé « Jénine témoignage sur un massacre » qui – bien que contredit par les faits établis, y compris ceux rapportés par les observateurs de l'ONU – continue à être cité en exemple. Dans ce reportage, il comparait Jénine à Sabra et Chatila et affirmait « certains témoignages font état de plus de 200 cadavres jonchant les rues » et que « les rafales de mitrailleuses ont fauché les Palestiniens sans discernement, hommes, femmes, vieillards ou enfants » ou : « Le camp de réfugiés de Jénine n'a plus qu'une existence virtuelle. Les destructions sont telles, les peines infligées si immenses, les morts si nombreux que seule la justice pourrait rendre un semblant de vie à un lieu qui représente à lui seul la souffrance de tout un peuple ». Rappelons que Jénine, c'est officiellement 52 morts palestiniens (en majorité des combattants), 23 morts israéliens et 160 habitations détruites uniquement dans le centre du camp. Sans oublier les 29 morts de l'attentat de Netanya qui selon P. Barbancey n'auraient servi que de « prétexte » à l'opération. Au risque d'être critiquée pour ce choix, ce dossier entièrement à charge ne sera pas cité dans la suite de cet exposé.

3. En avril-mai 2008, le mensuel publie un numéro spécial dans la collection « manières de voir » intitulé « 1948-2008 – Histoires d'Israël » dirigé par Dominique Vidal. On y retrouve parmi d'autres certains des auteurs plusieurs fois cités ici : Avraham Burg, Tom Segev, Zeev Sternhell, Shimon Peres... Guerre et colonisation à l'extérieur et divisions à l'intérieur, tels sont les orientations de ce numéro.
4. Qui avait pourtant dans un premier temps – si on en croit Pierre Assouline dans le *Monde2* du 8 décembre 2007 – conditionné sa visite à la présence d'écrivains arabes israéliens.
5. *Rebond de Libération* du 17 mars intitulé de façon significative « *Le Salon du livre efface l'histoire palestinienne* ». Une réaction envoyée en commentaire à la suite de l'article n'a pas été publiée par le modérateur du site Internet du journal.
6. C'est le point de vue défendu par certains écrivains israéliens comme le poète Aharon Shabtaï, et Benny Ziffer journaliste à Haaretz qui ont refusé l'invitation.
7. Invité d'honneur du Salon en 2004 (note de ALK).
8. Invité d'honneur 2007 (note de ALK)
9. L'a-t-il fait ? Aucune dépêche ne le signale. Imaginons en quoi se transformerait ce Salon littéraire, si, photos contre photos, un écrivain israélien arrivait avec des photos d'enfants israéliens victimes de bombes palestiniennes !
10. Repris par Pierre Assouline dans le *Monde2*
11. De Norman Finkelstein à Ilan Pappé, en passant par Michel Warszawski
12. Président de Publicis, président de l'Association pour le 60^e anniversaire de la naissance de l'Etat d'Israël : « Cet Etat est jeune. La jeunesse est la flamme de l'avenir et je crois qu'Israël en est un peu une des étincelles. Quiconque s'approche d'Israël est saisi par l'étonnement. Sur tous les fronts ce pays invente, innove, pousse les limites, et c'est probablement là que le lien avec l'histoire récente se fait : Israël reste un pays de pionniers. (...) Je souhaiterais aider à faire percevoir ce visage à l'heure où, de journaux télévisés en journaux télévisés, les écrans sont remplis essentiellement d'images de larmes et de sang ».
13. Congrégation installée à Jérusalem depuis sa fondation par des juifs convertis (Alphonse et Théodore Ratisbone) et qui se veut aujourd'hui « attentif à la lecture juive de l'Écriture », mais s'était en fait donnée pour but la conversion des Juifs.
14. Professeur d'études arabes et islamiques à Lyon III.
15. Trop, car malgré tout son intérêt, cette rapidité nous vaut quelques surprenantes inexactitudes – « la colonisation qui accorde aux Juifs des colonies la nationalité française (décret Crémieux) » quand ce décret ne concernait que l'Algérie – ou coquilles – comme la visite de Louis XIV à la synagogue de Metz en 1567 : le lecteur averti aura compris qu'il fallait lire 1657.
16. *Comment fut inventé le peuple juif*, Paris, Fayard, août 2008, paru en mars 2008 en hébreu ! Le dossier de *TC* date du 8 mai, un mois seulement après la sortie du livre en hébreu. *Le Monde Diplomatique* annonçait à la même date sa parution prochaine en français.
17. Qu'est-ce en effet qu'une quinzaine de siècles !
18. Et du reste aussi la recherche en génétique des populations qui révèle – au stade actuel et

concernant le chromosome Y – une plus grande proximité des différents groupes juifs entre eux ou avec certaines population du Proche-Orient qu'avec les populations européennes environnantes.

19. *Un archéologue au pays de la Bible*, Paris, Bayard, 2007. La première publication sur le sujet du même auteur *La Bible dévoilée*, publié en France en 2002, là encore a été traduit dès sa parution, et a non seulement reçu un accueil dithyrambique dans une bonne partie de la presse française, mais a en outre suscité un film documentaire de 4 heures réalisé par *France 5* et *Arte* diffusé à une heure de grande écoute. Ses détracteurs, tels l'ouvrage de William G Deller pourtant traduit en France ont eu peu d'audience.

20. On ne s'attardera pas ici sur le terme impropre ici de « Palestine », trop souvent utilisé, y compris dans les manuels scolaires, pour désigner une région qui ne s'appelait pas encore ainsi.

21. Masab Bashir a été arrêté par le Shin Beth le 19 avril 2007. Cet épisode éclaire en même temps d'un jour nouveau les restrictions de passage y compris pour raisons médicales.

22. Ce qu'il nous dit : il y aurait un racisme juif anti-musulman qui explique la peur des groupes de jeunes maghrébins, et les Juifs « moyens » seraient suffisamment exégètes de la Bible pour garder en mémoire justement ces « commentaires » particuliers...

23. *Le lobby pro-Israélien et la politique étrangère américaine* – Paris, 2007, Ed. La Découverte. Cet ouvrage avait été publié auparavant sous la forme d'un long article qui avait déjà provoqué un scandale. Publié en 2006 aux Etats Unis, il faut à peine quelques mois pour qu'il soit traduit en français et figure en bonne place et avec des commentaires élogieux non seulement sur la plupart des sites pro-palestiniens, mais encore sur la plupart des sites de promotion littéraire. Comme dans le cas du livre de Shlomo Sand, cette rapidité inhabituelle témoigne de l'activisme d'un certain courant de pensée et de son emprise dans les milieux intellectuels français.

24. Candides ? Des universitaires de ce niveau exerçant dans des établissements renommés ?

25. Mis en italiques par ALK.

26. Da fait, ils n'ont pas cherché à connaître « les différentes forces qui dirigeaient la politique étrangère américaine » comme le laisse entendre Thomas Cantaloube ; ils ont – c'est ce que le suggère Philippe Coste – posé l'hypothèse d'un lobby pro-Israël surpuissant et n'ont dès lors plus regardé ailleurs, balayant hors du champ de la recherche tout ce qui venait infirmer leur théorie. Pire, ils ont à l'avance démonisé et délégitimé leurs contradicteurs. Selon Julien Lacorie dans le même journal, vu d'Israël, l'ouvrage serait lié « au choc du 11 septembre et aux cuisants échecs militaires en Irak. Il faut trouver une explication, et le lobby en est une ». Et il met à mal les conclusions de son collègue en citant Akiva Eldar d'Haaretz, pour qui si ils ne sont pas antisémites « ils risquent d'encourager l'antisémitisme ».

27. *Le Chat du rabbin*

28. Avant ce retrait, on pouvait donc « officiellement » le qualifier de racisme ?

29. Il y aurait donc un lien normal entre « critique d'Israël » et haine des Juifs !

30. Note de Alfred Grosser : Esther Benbassa dans le numéro spécial de *L'Histoire* « Israël-Palestine » (note de ALK : je n'ai pas trouvé de quel numéro il s'agit).

31. Albin-Michel, 1998.

32. Formulation historiquement fautive puisqu'il s'agissait d'une opération conjointe avec les Français et les Anglais.
33. Professeur de sciences politiques à l'université Bar-Ilan.
34. En fait, les attentats à Jérusalem entre novembre 1947 et mai 1948 sont organisés des deux côtés et toutes les populations, Arabes comme Juifs, fuient les combats. Mais en 1949, la moitié de Jérusalem, y compris la vieille ville et l'ancien quartier juif, est occupée par la Jordanie ? Pourquoi n'ont-ils pas pu revenir ?
35. *Le mur de fer – Israël et le monde arabe*, Paris, 2008, Buchet-Chastel.
36. *Comment Israël expulsa les Palestiniens. 1947-1949*. Editions de l'Atelier
37. L'argument revient aujourd'hui dans tous les textes pro-palestiniens. Quelle proportion de propriété possédaient les paysans palestiniens ? Et quand a-t-on évalué la souveraineté d'un pays en fonction de la possession de la propriété privée ? D'autant que sous le régime ottoman, la terre, même cultivée par des Palestiniens, était majoritairement possession de l'Etat.
38. Le rapprochement franco-israélien se noue autour de la guerre de Suez et du fait que Nasser soutient le FLN algérien. En outre, la France veut « laver la honte de la Collaboration en cajolant les victimes juives du nazisme ».
39. Pierre Razoux, Collège de défense de l'Otan à Rome, cité par Isabelle Lasserre.